LA «GESTION DÉMOCRATIQUE» VUE PAR LE PCF

LIRE EN P. 2

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MERCREDI 25 MAI 1977
N° 456 1,70 F
Commission Paritaire 56 942
**

LIRE EN P. 12

«LA CHINE EN QUESTION» ?

DES TÉMOINS RÉPONDENT

Entretien avec Mme Boyer

JOURNÉE D'ACTION LARGEMENT SUIVIE

APRES LE 24 MAI ?

Ce 24 mai aura été à peu près ce que l'on attendait qu'il soit : dans l'ensemble, le mouvement de grève a été largement suivi. Dans les manifestations, plutôt diversement suivie, quant à elles, la voie de la lutte n'était guère présente. Même là où la participation était relativement importante, il ne semblait guère y avoir d'illusions sur la suite qui serait donnée à cette journée par les directions syndicales. Elles avaient de toute façon annoncé la couleur en laissant clairement entendre ce qu'il en était de leurs projets. D'ailleurs, dès hier après-midi, Séguy envoyait une lettre à Barre et à Ceyrac pour leur demander d'ouvrir des discussions, espérant, disait-il, que *«la liberté de négocier serait rétablie»*. Pour Maire, *«si des négociations ne peuvent s'ouvrir en juin, hé bien ce sera pour septembre»* ! Bergeron la carpette, quant à lui, lance des appels désespérés à la bourgeoisie pour trouver *«des compromis acceptables»*.

En tout cas, les revendications des travailleurs, elles, restent insatisfaites. Krasucki avait beau s'écrier, lundi dernier à Béziers : *«Le 24 mai est un de ces actes qui pèsent dans la vie du pays»*, il ne pouvait faire croire à personne que cette journée permettrait, d'une quelconque manière, de faire progresser la satisfaction des revendications les plus pressantes des travailleurs.

Le 24 mai passé, les revendications des travailleurs, elles, restent insatisfaites. Krasucki a eu beau s'écrier à Béziers : *«Le 24 mai est un de ces actes qui pèsent dans la vie du pays»*, il ne fera croire à personne que cette journée aura permis, d'une quelconque manière, de faire progresser la satisfaction des revendications les plus pressantes des travailleurs.

Intéressants, ces passages du discours de Krasucki publiés dans «L'Humanité» du 23 mai. Le numéro deux de la CGT, y lançait un avertissement : *«Que personne ne se méprenne sur la puissance lucide, sur la maîtrise des millions de travailleurs qui vont ainsi agir»*. Cet avertissement est très clair dans son fond : cette grève de 24 heures, il n'était pas question pour la direction CGT, qu'elle soit détournée du double but que lui avaient fixé les états-majors syndicaux : faire patienter les travailleurs jusqu'aux congés et rassembler le courant le plus large possible, sans aucune distinction de classe, pour tenter de le draîner vers «l'issue» de mars 78. Sur ce deuxième aspect, c'était assez réussi puisque tout ce qu'il y a de syndicats, y compris autonomes, de cadres, etc. s'étaient joints au mouvement.

Et maintenant ? La fièvre ne va pas baisser dans les appareils confédéraux. Les couloirs de Montholon, comme ceux de la rue Lafayette, vont continuer de bourdonner. Non que de vastes plans de lutte seraient en cours d'élaboration, mais parce que les préparatifs du «renversement de vapeur», comme on dit à «L'Humanité», vont se poursuivre intensément.

Ainsi, après avoir réussi à différer la nécessaire riposte ouvrière aux attaques sans précédent des plans Barre, après avoir morcelé, isolé les luttes, essouflé les travailleurs dans des séries interminables de journées d'action, ces messieurs entendent poursuivre tranquillement la préparation de la prise du pouvoir par la gauche et commencer de mettre en place les moyens pour eux de contrôler la situation en évitant les «débordements». Entre autres déclarations tout à fait claires de ce point de vue, citons Maire dans son intervention au congrès HACUITEX : *«Le problème sera bien de maîtriser la relation entre l'action du gouvernement de gauche et celle des masses»*. Est-il besoin de commenter ?

(SUITE P. 6)

Les métallos CFDT dans le cortège parisien hier.

Membre du Politburo

PODGORNY A ÉTÉ DESTITUÉ

Nicolaï Podgorny, chef de l'État soviétique, a été, selon la formule officielle communiquée mardi à Moscou, *«libéré de ses fonctions de membres du Politburo»*. Agé de 74 ans, venu au pouvoir il y a treize ans, ainsi que Brejnev et Kossyguine avec lesquels il se partageait la succession de Krouchtchev, Podgorny cumulait les fonctions de membre du bureau politique du Parti Communiste d'URSS et de président du Soviet Suprême.

Des luttes de personnes ont vraisemblablement trouvé leur aboutissement dans l'échec relatif du voyage de Podgorny en Afrique Australe récemment : au cours de ce voyage, en effet, Podgorny n'a pas réussi à séduire autant qu'il l'aurait voulu les États africains qui ont parfois rappelé assez durement que l'«aide» de l'URSS aux pays en voie de développement était quasiment inexistante, et souligné leur volonté d'indépendance.

6e CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE DROIT DE LA MER

LES 3/4 DE LA PLANETE EN JEU

Affrontement entre le Tiers-Monde et les super-puissances

La sixième session de la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer vient de s'ouvrir à New York. Ce droit, tel qu'il est issu de la convention de Genève de 58 a considérablement évolué depuis l'ouverture de la présente conférence en 74. La zone économique des 200 milles est une réalité que le Tiers Monde a su imposer. Aujourd'hui, le monde mesure de mieux en mieux l'importance considérable d'un enjeu vital qui couvre les trois quarts de la planète. La bataille qui s'ouvre sanctionnera une nouvelle étape dans l'affrontement du Tiers Monde et des superpuissances : celle de l'exploitation de la haute mer.

(Lire en p. 5)

A des milliers de mètres sous la surface, les grands fonds marins recèlent des centaines de milliards de tonnes de nodules métalliques riches en manganèse, cuivre, nickel...

POURQUOI VEULENT-ILS NATIONALISER ?

LA «GESTION DÉMOCRATIQUE» VUE PAR LE PCF (1)

Nous poursuivons ici notre série d'articles sur la nature des nationalisations proposées par le PCF et le PS, par un premier article sur «la gestion démocratique» dans les entreprises nationalisées, vue par le PCF.

Un des points essentiels de divergence entre PS et PCF à propos des nationalisations concerne le type de pouvoir à instaurer au sein des entreprises. Depuis des années, le PCF, et à sa suite, la direction de la CGT, mène une large campagne pour la gestion démocratique.

Cette «gestion démocratique» dans une France aux couleurs du Programme Commun n'est concevable pour le PCF que dans les entreprises nationalisées, puisqu'il n'y a que dans celles-ci que l'État aura pouvoir de décision . Les structures de direction des entreprises non-nationalisées resteront les mêmes, de même que celle des entreprises mixtes où la participation de l'État est majoritaire. Tout au plus dans les deux cas, y aurait-il extension du pouvoir des comités d'entreprises, qui auront par exemple accès à l'ensemble des comptes (ce qui n'est pas le cas aujourd'hui).

Pour ce qui est des entreprises d'économie mixte, l'État pourra certes avoir des pouvoirs de décision en ce qui concerne les orientations générales, au sein des conseils d'administration, mais les structures de direction resteront analogues à ce qu'elles sont aujourd'hui aux Charbonnages par exemple : un directeur unique, désigné par le conseil d'administration, une représentation minoritaire des syndicats, et la présence au sein du conseil d'administration des représentants des actionnaires privés.

Les mécanismes de la gestion démocratique

Quels sont donc les mécanismes de la gestion démocratique, là où elle serait mise en place ? Ils sont doubles :

o d'une part, le conseil d'administration deviendrait composé de représentants du personnel, de représentants des «usagers», et des représentants de l'État.

o d'autre part, les comités d'entreprises qui subsisteraient, verraient leurs prérogatives étendues : *Ces prérogatives concerneront notamment la politique menée par l'entreprise en ce qui concerne le personnel (conditions de travail, rémunérations, formation, promotion) ainsi que de la détermination, la mise en œuvre et le contrôle des objectifs de production et d'investissements de l'entreprise, dans le cadre du plan démocratique.»*

Hormis ces deux données, la définition de la gestion démocratique est longtemps restée floue de la part du PCF. Parallèlement à la réflexion et à l'étude plus précise que menait la direction du parti révisionniste, il s'agissait pour le PCF d'en faire, dans un premier temps, surtout une arme de propagande : ainsi en 1973, un membre du comité central du PCF, Jean Fabre, n'hésitait pas à présenter la gestion démocratique comme *«la prise en main par les travailleurs de leurs propres affaires, et au delà des affaires de la société toute entière.»*

Aujourd'hui, avec la possible accession de l'union de la gauche au pouvoir en 78, le PCF se voit contraint de préciser et d'expliciter un peu plus son projet et de s'y préparer activement. Tout va dans ce sens : les colloques successifs des dirigeants de la CGT, ceux de «l'Union Générale des Ingénieurs, Techniciens et Cadres» (UGICT) dépendants de la CGT, et aussi la réflexion aujourd'hui beaucoup plus pratique que théorique des différents groupes d'études et de réflexion du PCF. Que ressort-il de l'examen des décisions apportés dans ces colloques ? Nous examinons aujourd'hui la nature du Conseil d'administration et nous poursuivrons demain avec celle des Comités d'entreprises.

Les hommes changent, les structures hiérarchiques restent

D'abord, le Conseil d'administration : ces pouvoirs seront exactement les mêmes que ceux de n'importe quel C.A. d'aujourd'hui dans le cadre du «plan démocratique» élaboré par le gouvernement des partis de gauche : c'est lui qui est souverain en matière d'objectifs de production, d'investissements, de reconversions ; c'est lui et lui seul qui doit choisir les marchés, définir les prix, et enfin, c'est le conseil d'administration qui désigne le directeur, élu en son sein. Il ne se contente pas de cela. Il désigne aussi ce que la revue de la CGT «Le Peuple» appelle la «structure opérationnelle», c'est-à-dire les cadres, les techniciens, les agents de maîtrise. «Le Peuple» précise bien d'ailleurs : *«Il faut distinguer clairement la structure opérationnelle — placée sous la responsabilité de la direction et des cadres — des structures de participation et de contrôle démocratique de la gestion dont l'action sur les décisions est complémentaire.»*

Indépendamment du rôle des travailleurs dans les «structures de participation» mentionnées ici, et dont on verra qu'il est nul, on peut d'ores et déjà constater qu'en aucun cas, les ouvriers d'un atelier ou d'une entreprise ne pourront avoir un quelconque contrôle sur les chefs petits ou grands. Ceux-ci pourront perpétuer à loisir les rapports de hiérarchie et de commandement qui existent aujourd'hui et resteront totalement coupés des travailleurs. Pas question bien sûr pour le PCF que les nécessaires fonctions «opérationnelles» soient prises en main par des ouvriers désignés par les leurs, et responsables devant eux. De même qu'au niveau national, le «pouvoir des travailleurs» résidera dans l'élection d'un parlement de gauche pour 5 ans, et sur lequel les travailleurs n'auront aucun contrôle. Au niveau de l'entreprise, les travailleurs devront s'en remettre à leurs «élus syndicaux» au conseil d'administration. Ces représentants du personnel au conseil d'administration ne seront d'ailleurs pas majoritaires. Les seules precisions du PCF à ce sujet, sont que *«les représentants de l'État seront minoritaires»* ce qui signifie que si les «usagers» plus le personnel sont majoritaires, ces derniers ne le sont pas à eux seuls. Regardons de plus près qui seront ces «représentants du personnel». Pour le PCF, *«les représentants des salariés dans le conseil d'administration seront élus par l'ensemble du personnel sur des listes présentées par les organisations représentatives».* Il n'est donc pas question que les travailleurs puissent librement discuter de qui pourrait être à même de les représenter : ce sont les organisations syndicales représentatives, selon les critères que définirait un gouvernement d'union de la gauche, qui soumettrait au personnel des listes de «salariés compétents», susceptibles de participer de manière active à la gestion de l'entreprise.

Qui seront donc ces «représentants des usagers» ?

On sait déjà comment, pour constituer les listes des candidatures aux élections de délégués du personnel, le PCF manœuvre à l'intérieur de la CGT pour éliminer les révolutionnaires ou les éléments distants à l'égard de la ligne du PCF, pour se faire une idée de l'appartenance politique des candidats qui seront proposés par les directions syndicales !

La CGT, qui reste le syndicat dominant, prépare déjà ses candidats ! Une récente réunion des responsables CGT sur la gestion démocratique a mis l'accent sur la nécessaire formation économique de certains des responsables dans les entreprises nationalisables : ce sont eux, ces cadres syndicaux, depuis longtemps coupés des travailleurs et aux comportements bureaucratiques qui se préparent à «représenter» les ouvriers.

QUAND L'ANCIEN PDG DE RENAULT JUGE LES «SYNDICALISTES» DU PCF

«A la Libération, Pierre Lefaucheux (l'ancien directeur) avait joui d'une bonne atmosphère. La gauche participait alors au gouvernement, et c'est un communiste, Ambroise Croizat, qui détenait le porte-feuille du travail. Pierre Lefaucheux avait même pu nommer responsable du personnel un syndicaliste, secrétaire de la CGT (...) Selon les témoignages que j'ai pu recueillir sur cette époque, les délégués syndicaux contribuaient alors au moins autant que le hiérarchie classique à la reprise de la production («Nous allons faire de la régie un balcon du syndicalisme», leur avait promis Pierre Lefaucheux).

Une place de choix pour les cadres

Si le PCF parle avec insistance de «salariés compétents», c'est qu'il inclue aussi les cadres, les ingénieurs, les techniciens. Ceux-ci gardent leur place dans les «structures opérationnelles», c'est un fait. Mais comme le dit Le Guen, secrétaire général de l'UGICT et membre du PCF, cela ne suffit pas : *«Aujourd'hui, un ingénieur qui n'est pas d'accord avec un type de fabrication ou une méthode, et le dit, est condamné par sa direction. Il faut donc que les ingénieurs et les cadres aient la possibilité de s'exprimer collectivement dans les structures démocratiques».* La position de Le Guen n'est pas reprise dans l'ensemble du PCF, et une bataille de chiens se mène sur la manière dont peuvent être représentés les cadres et ingénieurs : l'accent doit-il être mis sur leur représentation en tant que tel, qui devrait être valorisée sur des listes à part, ou sur leur présence dans les listes de «salariés» puisqu'il sont parmi les plus compétents». En d'autres termes, il semble que la question qui se pose, c'est de savoir si le PCF peut, et s'il a les moyens, de s'appuyer essentiellement sur ses propres cadres membres du PCF ou s'il doit, ce qui semble plus correspondre à la ligne du XXIIe congrès du PCF, donner suffisamment de garanties à l'ensemble des cadres et ingénieurs pour que ceux-ci participent activement à son projet.

Des «usagers» bien particuliers

Hormis ces «représentants» très spéciaux des travailleurs, il y aurait dans les conseils d'administration des «représentants des usagers». Qui seraient-il donc ? Là encore les précisions manquent de la part du PCF, et on ne dispose que de quelques indications : ainsi, à la SNCF, les usagers devront être représentés par *«les organisations démocratiques regroupant les voyageurs»* et aussi par *«les représentants des entreprises utilisant les services de l'entreprise nationale».* Ainsi, des membres du Conseil d'administration d'entreprises nationalisées (qui sont en tout état de cause parmi les plus grosses) seront membres du conseil d'administration de la SNCF «au titre d'usager». Dans la mesure où chaque entreprise est un peu cliente d'une autre, le cas ne peut que se multiplier. Sans doute des syndicalistes PCF s'imaginent ainsi pouvoir courir de Conseil d'Administration en Conseil d'administration au titre tantôt de «représentant» du personnel, tantôt de représentant d'usagers. Ce système n'est guère nouveau ! Dans l'Allemagne de M. Schmidt, les chefs de la DGB collectionnent aussi les places dans les Conseils d'administration, encaissent les jetons de présence. Mais le PCF est plus gourmand encore puisque seront également représentés au titre des usagers les représentants des collectivités locales : *«Les orientations de l'entreprise ont des répercussions directes sur l'activité des collectivités locales».* Si l'on prend l'exemple de la sidérurgie, nationalisée comme le souhaite le PCF, on trouverait donc comme représentant des usagers outre un membre du Conseil d'administration de Renault, puisque celui-ci est gros consommateur de produits traités en Lorraine, des représentants des municipalités de Lorraine, le maire de Thionville par exemple, qui est au PCF !

Du point de vue décisif de la direction de l'entreprise, la gestion démocratique se résume donc à un conseil d'administration qui possède les pouvoirs les plus étendus, et qui est composé :

- de hauts fonctionnaires désignés par le gouvernement de gauche,
- de salariés qui sont des pontes syndicaux et des cadres «compétents»,
- d'usagers venant d'autres conseils d'administration, des municipalités ou «d'organisations démocratiques» dont on ne sait pas exactement ce qu'elles seront mais dont on se doute déjà qu'elles constituent le paravent derrière lequel s'abriteront des éléments du PCF.

Quant à la structure hiérarchique de l'entreprise, elle demeure la même.

Voilà donc les conseils d'administration appliquant «la gestion démocratique» version PCF dans les entreprises nationalisées. Nous traiterons demain du rôle nouveau dévolu au comité d'entreprise.

(à suivre)

Nicolas DUVALLOIS

Programme Commun

PCF ET PS CAMPENT SUR LEURS POSITIONS

Déclarations multiples des dirigeants socialistes, articles des responsables du PCF, dans l'«Humanité» : ces derniers jours ont encore été fertiles en prises de position liées à la renégociation en cours du programme commun. Chacun, même si la polémique ne prend pas un tour très aigu, campe aujourd'hui sur ses positions dans le but de contraindre le partenaire au maximum de concessions.

Après la réunion des leaders de l'union de la gauche, la semaine dernière, les signataires du programme commun ont tout fait pour donner ensemble une impression de sérénité face à des contradictions présentées comme rapidement solubles. La fixation d'un court délai pour conclure la négociation en cours vise également à présenter une image la plus unie possible en prévision des échéances électorales à venir.

Le week-end dernier, les dirigeants socialistes ont été amenés à rappeler l'orientation qu'a prise leur parti. C'est d'abord Mitterrand, faisant une tournée de meetings au cours desquels il a réaffirmé : *«le programme commun tout le programme commun, mais rien que le programme commun»*

C'est ensuite le deuxième personnage du parti socialiste, Mauroy, parlant au club de la presse à propos du *«chiffrage»* publié dans l'Humanité : *«D'abord, j'ai été un peu surpris, parce que lorsque nous avons discuté de la mise au point du programme commun, il n'avait pas souhaité sortir des chiffres. Il avait insisté, au contraire, sur la mise au point des objectifs politiques, et non sur le chiffrage ; et de plus, j'ai pensé que ce n'était pas tout à fait le moment. Mais, en regardant de près les chiffres du parti communiste, je me suis dit : ces chiffres ne concernent pas le parti socialiste ; ce ne sont pas les chiffres du programme commun, ce sont les chiffres des propositions du parti communiste. A la réunion des leaders de la gauche, nous n'avons pas discuté de ces chiffres».*

De son côté, le PCF aborde la question dans l'«Humanité» de lundi matin. Reprenant les termes de l'interview donnée par Mitterrand à un journaliste américain, Fiterman, ne tient guère compte du démenti partiel que le premier secrétaire du PS a rendu public. *«Aucune critique concernant les prises de position du PCF n'a été adressée à celui-ci par François Mitterrand au cours de la réunion au sommet du 17 mai».* Et de rappeler la lettre où Mitterrand en vue de l'*«actualisation du programme»* écrivait : *«l'ensemble de ces mesures sera chiffré et intégré dans les équilibres financiers globaux du programme commun».* Fiterman poursuit : *«la gauche doit dire clairement ce qu'elle veut faire et comment elle veut le faire. Il ne peut à cet égard y avoir de chèque en blanc».*

Marchais à la manifestation d'hier : il ne pensait qu'à la renégociation.

La controverse est finalement la suivante : jusqu'à quel point faut-il modifier le programme signé en 72 ? Pour le PCF, il s'agit, en même temps qu'il obtiendrait quelques nationalisations supplémentaires, de contraindre le parti socialiste à préciser au maximum la politique économique qui sera suivie par un gouvernement de gauche. Inversement, le parti socialiste cherche à laisser cette question le plus possible dans le flou. Une fois la gauche au pouvoir, Marchais sait en effet que ce ne sera pas son parti qui dirigera dans un premier temps, le gouvernement. Plus il aura pu prendre de gages, plus il pourra rappeler aux socialistes qui auront le rôle principal les engagements pris dans le passé.

Quelle que soit l'issue des discussions en cours, la question restera en fait entière : l'orientation réelle prise par un gouvernement au nom du programme commun en réalité des rapports de forces qui s'établiront entre les projets radicalement divergents de partis contraints de coexister pour parvenir au pouvoir.

Manufrance a trouvé un PDG

Un compromis a donc été trouvé entre la municipalité PCF de Saint Etienne et les actionnaires de la société Manufrance. Ces gens se sont mis d'accord sur un certain Henri Fontvielle, PDG et fils de PDG. Celui-ci était précedemment secrétaire général de Manufrance. Il aurait trois mois pour présenter un «plan de redressement» devant le tribunal de commerce de Lyon.

Le PCF et la publicité

Roland Leroy, membre du bureau politique du PCF, s'est prononcé contre la suppression de la publicité de marque à la télévision. Il a notamment déclaré : *«Nous sommes prêts à discuter cette question. Il s'agit de mettre fin au rôle négatif de la publicité, ce qui signifie la maitriser, plutôt que la supprimer. Cette prise de position ne constitue pas un recul par rapport au Programme Commun, mais une adaptation».*

Ricard aura peut être des tarifs préférentiels, puisque sa publicité est de longue date, contrôlée !

Banques privées contre les nationalisations

L'office de coordination des banques privées (OCBP) lance une campagne «contre la menace de nationalisation» en cas de victoire de la gauche en 78.

Pour les banquiers privés, la nationalisation du crédit *«est une arme absolue pour la collectivisation totale de l'économie».* Ces messieurs n'ont-il pas trouvé suffisamment rassurants les propos de Mitterrand devant Barre ?

Revirement subit ?

La veille du débat Barre - Mitterrand, Debré avait enregistré une émission pour France-Inter, dans laquelle il «démolissait» le premier ministre. La diffusion de cette émission était prévue pour le 13 mai à 13 heures. A la suite du débat, Debré se serait empressé de refaire un nouvel enregistrement au dernier moment ; mais cette nouvelle version était beaucoup plus tendre pour le nouvel «homme fort» de la majorité.

Combinaisons pour l'avenir

Après celui de Mitterrand, démenti de Giscard

Il y a à Paris un journaliste américain qui décide de faire parler de lui : c'est le nommé Joseph Kraft, qui a publié successivement dans le «New York Herald Tribune» deux interviews de Mitterrand et de Giscard. Dans le premier, il faisait dire au premier secrétaire du PS que Marchais l'avait poignardé dans le dos en publiant le «chiffrage» du programme commun, version PCF. Démenti. Dans le second, le même journaliste affirmait que Giscard lui avait dit se préparer à dissoudre l'assemblée nationale dés qu'il apercevrait la possibilité d'introduire un coin entre le PCF et le PS, en vue de mettre sur pied une coalition de centre-gauche. Re-démenti.

Que les personnalités concernées aient prononcé ou non ces paroles, qu'elles l'aient fait ou non en sachant qu'elles allaient être publiées, importe peu. Ce qui compte, en définitive, c'est qu'ils auraient fort bien pu le dire. En particulier, Giscard ne serait probablement pas fâché de pouvoir enfin gouverner sans la menace du RPR.

L'interview qu'il avait donné à douze journaux de province et dans laquelle il réaffirmait que Barre devait diriger la «majorité» pour les élections législatives n'a pas recueilli d'échos favorables. Naturellement, le RPR s'y est opposé. Les autres partis de la «majorité», et notamment les centristes de Lecanuet, se sont de leur côté, résignés à négocier directement avec Chirac, qui leur a habilement fait la promesse de leur laisser un peu de place. Les giscardiens du «parti républicain» eux-mêmes, dirigés par Stirn, ont des tentations sérieuses d'accepter les propositions des ex-gaullistes.

Quant à Barre, qui avait commencé des consultations, il avait lui-même constaté qu'il ne lui était guère possible de prétendre jouer un rôle de direction, et il y avait pratiquement renoncé. La dernière tentative de Giscard aura donc été un coup d'épée dans l'eau de plus.

• Le centriste Pierre Abelin, ancien ministre, est mort. C'est lui qui avait battu la socialiste Edith Cresson lors des dernières élections législatives partielles de Chatellerault. Il jouait un rôle assez important dans le parti de Lecanuet.

Fantomes

Le mouvement des sociaux-libéraux, vous vous en souvenez ? C'est le groupuscule que Stirn a créé en quittant le RPR pour se rallier à Giscard, il y a quelques mois. Aujourd'hui, il est un des rares à soutenir les positions prises par le président de la République concernant l'«organisation» de la «majorité». Le parti giscardien lui-même, sous la houlette de Soisson, n'a pas osé le faire nettement.

Groupes de pression

Depuis la préparation des élections municipales, les anciens colons d'Algérie font parler d'eux. Contre les organisations traditionnelles, généralement acquises à la droite, une association concurrente, le RECOURS, a été constituée, plus favorable au programme commun, et notamment au PS. Depuis, le RPR s'est précipité pour faire des promesses à cette catégorie. Le RECOURS ne s'en satisfait pas, et il le fait savoir dans un communiqué, oú il critique par ailleurs les «mechouis» de Giscard. La chasse à l'électeur étant ouverte, toutes les munitions sont bonnes.

Alexandre Sanguinetti

APRES 78, POURQUOI VOULEZ-VOUS QUE L'ARMÉE INTERVIENNE ?

Un livre d'interviews sort cette semaine sous le titre : *«78 : et si la gauche l'emportait».* Alexandre Sanguinetti, vieux gaulliste du RPR, en est l'une des vedettes avec une déclaration sur l'attitude de l'armée en cas de victoire de la «gauche». Rappelons qu'il a été président de la commission de la Défense nationale pendant huit ans.

Il ne croit pas à une intervention de l'armée pour deux raisons : premièrement, l'armée *«respecte la légitimité : il faudrait vraiment que la nation estime, dans sa profondeur, qu'il faut agir pour que l'armée puisse se décider à le faire, nonobstant les ordres reçus».* Même en cas de «troubles graves», il n'existe personne, ou presque, dit-il, pour penser à un coup d'état. Il est, dans ce domaine, en accord avec le PCF en déclarant : *«Il y a 40 000 officiers, 230 000 sous-officiers y compris les gendarmes — ça fait du monde, tout ça — alors que vous trouveriez 200, 300, 400 personnes qui aient des velleités de prendre le pouvoir par la force. Mais c'est tout !»*

En 1958 et en 1961, lors des putchs des généraux en Algérie, il semble qu'il y ait eu plus de gens que ça sur le rang !

Deuxièmement, le PCF a donné déjà beaucoup de gages de loyauté vis-à-vis du capitalisme : *«Il n'est pas du tout certain que, voyant le PCF faire constamment appel aux valeurs nationales, l'armée se considère en état de guerre avec le parti communiste.»* Mais il faut faire encore un effort et ça ira : *«A partir du moment où le PC enfourcherait purement et simplement la trompette de la nation... pourquoi voulez-vous que l'armée le récuse ?»* ! Et, ultime exigence : *«Tout le monde sera d'accord avec* (lui) *s'il dénonce le péril soviétique comme un danger extérieur qui touche la nation française.»*

O. LUSSAC

POLITIQUE

Journalistes CFDT

A LA RECHERCHE D'UNE AUTRE INFORMATION

Le congrès des journalistes CFDT, qui s'est tenu à Grenoble, a naturellement mis l'accent sur la concentration que subissent les entreprises de presse à l'heure Hersant, et sur les nouveaux degrés franchis par la manipulation de l'information. Une assemblée où étaient présents de nombreux anciens rédacteurs des journaux absorbés par Hersant, Philippe Simonnot, mis à la porte du «Monde», Pierre Duclos, licencié d'«Ouest France», devait naturellement se pencher sur *«la concentration, la répression patronale, le monopole de presse, la connivence de tous les pouvoirs»*.

Mais, au-delà, ce qui a préoccupé largement les congressistes, c'est ce que pourrait devenir l'information dans le cas où l'union de la gauche gagnerait les élections de 78. Se situant à l'intérieur de cette perspective, sans rompre avec l'orientation confédérale favorable à cet avènement, les journalistes CFDT ne se sont cependant pas contentés de l'appeler de leurs vœux. L'expérience d'un certain nombre d'entre eux, comme ceux qui ont eu à subir les pressions anti-syndicales d'un Defferre dans le groupe de presse du «Provençal», les amène à une certaine méfiance vis-à-vis de ce qui pourrait être des *«patrons de gauche»* substitués à des patrons de droite.

Aussi, le syndicat a essayé de définir d'une manière autonome des projets pour l'information qui, sans fournir à proprement parler de modèle, tracent les pistes de ce qu'il appelle une perspective autogestionnaire. La motion adoptée sur cette question par le congrès souligne particulièrement deux questions : celle du financement des entreprises de presse, et celle de la mise sur pied d'expériences d'un genre nouveau.

La première question, celle des ressources financières des journaux et radios, a fait l'objet d'une expérience amère dans la dernière période, avec la concentration touchant non seulement la presse parisienne, mais aussi les journaux de province. Aussi le congrès demande-t-il qu'un gouvernement de gauche remédie à cette situation : une aide financière devrait être consentie, d'une part à l'ensemble de la presse, sous forme de dégrèvement fiscaux, mais aussi à un nouveau secteur *«socialisé»* par une double subvention, provenant en partie des fonds d'Etat, et pour autre partie du versement par les entreprises de presse disposant d'une publicité abondante d'une partie des recettes obtenues par cette voie.

Surtout, le congrès a réfléchi sur la création de ce que les journalistes CFDT nomment des *«entreprises de presse socialisées»* : sachant bien que le gouvernement de gauche ne supprimerait pas l'information capitaliste, le SJF souhaite voir se mettre sur pied une sorte de réseau parallèle et concurrent d'information. La motion adoptée évoque la création *«d'imprimeries socialisées»* avec conseil de décision où les *«organisations démocratiques de citoyens»* auraient droit de veto ; l'Etat, les collectivités locales et le personnel étant présents sans disposer de ce droit. Ces imprimeries devraient accepter l'impression de tout journal proposé, en priorité à la demande des organisations de travailleurs ou de consommateurs, et secondairement par des journalistes professionnels ou souhaitant le devenir.

Les débats du congrès ont notamment été marqués par l'intervention d'un ex-envoyé spécial au Portugal, qui a décrit les expériences menées naguère à República et Radio Renaissance, en liaison avec les organisations de base de travailleurs. Si le congrès a évité de prendre de front la question de la nature du pouvoir, facteur décisif qui a pourtant justement mis fin aux expériences portugaises citées, il n'en a pas moins traduit l'existence d'une réflexion indépendante de la perspective des seuls partis de gauche sur les questions de l'information. L'aspiration nouvelle à lier la presse à l'initiative large des travailleurs traduit une évolution importante pour l'avenir. Un nouveau congrès, extraordinaire, se tiendra en 78, il fera le point des recherches engagées, et sera probablement amené à se situer vis-à-vis d'un gouvernement PS-PC.

Un expert

Marcilhacy, sénateur, a été reçu par Giscard. Cet homme présente deux particularités. D'une part, il a participé à la rédaction de la constitution de 1958 ; d'autre part, après s'être présenté aux élections présidentielles en 1965, il a fini, en 1973, par appeler à voter pour le programme commun,sans pour autant se rallier à l'un des partis de l'union de la gauche. C'est probablement à ce double titre que le président de la République avait choisi de le consulter. Après cette rencontre, le sénateur a affirmé : *«Le président n'est pas lié par l'élection législative»*. Autrement dit, si l'union de la gauche l'emporte en 78, Giscard pourra rester en place ; on le savait déjà.

UNEF : nuances

A la veille d'une éventuelle arrivée de la gauche au gouvernement, les reclassements s'accélèrent dans le monde de ce qu'on appelle les syndicats étudiants. Le dernier congrès de l'UNEF, dirigée par le PCF, a pu ainsi espérer le ralliement des étudiants de la LCR et de ceux du parti socialiste, les uns et les autres présents jusqu'ici dans le MAS, organisation fondée par le PSU.

Il y aura quand même un obstacle de taille : soucieux de préserver leur direction sans partage, les étudiants du PCF veulent interdire les tendances dans l'organisation. Ceux du CERES, opposition interne du parti socialiste déjà présente dans l'UNEF, ont demandé que soit reconnu un *«pluralisme des opinions politiques»* ; malgré une intervention du président élu au congrès, un amendement dans ce sens a été rejeté. Or, la LCR posait cette condition à son ralliement : ces «nuances» ne rendront pas la partie facile.

JJSS : «je ne suis pas au courant, je suis en vacances»

Interrogé sur les rumeurs de scandales courrant sur la façon dont s'est passé le vote au congrès radical, JJSS fait l'étonné : *«Je ne suis pas au courant. De quoi voulez-vous parler ? Les journaux ? Non, je ne les ai pas lus. Je suis en vacances depuis quatre jours. La radio ? Non, je ne l'écoute pas. Rappelez-moi plus tard, je saurai peut être quelque chose...»* De son côté, Edgar Faure se veut digne : *«Je ne suis pas un homme à m'occuper de chicane»*.

L'un se terre dans une retraite hermétique, l'autre fait l'indifférent. Mais il est question d'huissiers, dans le parti radical.

INTERNATIONAL

Hier sur TF 1

UN FILM DE «GUERRE FROIDE» SUR LA CORÉE DU SUD

La télévision, hier, devait avoir, en plus de ses grévistes, ceux qui préfèrent faire du zèle. D'un côté, le reportage sur la Chine, dont la bande-annonce était passée dès lundi, ne nous a pas été montré. On peut supposer que ses auteurs avaient honnêtement estimé que cette diffusion allait au-delà du «programme minimum».

Un qui ne doit pas avoir de ces scrupules, c'est le dénommé Badaire. Pendant un long quart-d'heure, après les informations proprement dites, on nous a infligé un film qu'il a signé sur la Corée du Sud.

Au temps de la guerre froide, on nous avait accoûtumé à voir ce genre d'actualités au cinéma : entraînement de troupes appartenant à un régime férocement pro-américain, louanges sans retenue pour le développement économique, la vocation culturelle, d'un gouvernement fasciste imposé de l'extérieur, falsification pure et simple de l'histoire.

À travers ces images, ces interviews, quelques faits essentiels étaient soigneusement cachés : que la Corée est un seul pays, un seul peuple, arbitrairement divisé après 1945 du fait de l'occupation du Sud par les États-Unis ; que l'ONU sous le drapeau de laquelle les troupes US sont intervenues là-bas était à l'époque une organisation entièrement dévouée à ces mêmes incendiaires avait été le fait des États-Unis, qui y avaient ajouté l'utilisation des armes bactériologiques (un général américain de l'époque ayant été surnommé «Ridgway la peste»).

Pour ce qui est de la situation actuelle, silence total, également, sur les propositions de réunification pacifique faites par le régime socialiste du Nord, sur la répression qui frappe au Sud, sous prétexte d'anti-communisme, la moindre opposition démocratique.

Briser une grève, et falsifier la réalité, est-ce bien étonnant que ces deux démarches se retrouvent chez les mêmes gens ?

Meeting du parti révisionniste à Bilbao : hommage à la police et à l'URSS

Au cours du meeting du parti révisionniste où Dolores Ibarruri, présidente du PCE, a pris la parole pour la première fois depuis son retour d'URSS, aucune mention n'a été faite par les orateurs de la revendication d'«amnistie totale» du peuple basque.

Ormazabal, dirigeant du PCE au Pays Basque, a prétendu associer le nom des cinq morts de la dernière semaine pour l'amnistie à celui du policier tué jeudi dernier par l'ETA : *«Nous condamnons la violence qui a coûté la vie à un citoyen parce qu'il portait un uniforme»*. Mais il s'est fait immédiatement couvrir par des milliers de poitrines qui criaient : *«Dissolution des corps répressifs !»*

Les dirigeants du parti révisionniste ont renouvelé leurs appels au calme pour que les élections se déroulent normalement. *«Les élections sont la seule voie pour passer de la dictature à la démocratie... Le mot d'ordre de dissolution des corps répressifs est démagogique car aucune société, même une société socialiste, ne peut se passer de forces de l'ordre»*.

De son côté, Dolores Ibarruri n'a pratiquement consacré sa courte intervention qu'à un hommage à l'URSS.

LE PRINCE D'ARABIE SÉOUDITE AUX USA

Clôturant les rencontres des chefs d'États arabes avec les dirigenants américains, le prince Fahd d'Arabie Séoudite s'est rendu aux États-Unis. Les discussions porteront sur les questions du Proche-Orient, de la Mer Rouge, du Golfe, du pétrole et de l'armement de l'Arabie Séoudite. Pour le Proche-Orient, Fahd présentera les positions suivantes : l'OLP ne reconnaîtra pas l'État d'Israël tant que cet État n'aura pas reconnu le droit du peuple palestinien à avoir une patrie. Mais pour l'Arabie Séoudite, il faut que les États-Unis fassent pression sur Israël pour que la Conférence de Genève ait lieu cette année avec la présence de l'OLP. L'Arabie Séoudite demandera le changement du statut de Jérusalem, qui doit être entièrement arabe, elle demandera aussi la rectification de la résolution 242 du Conseil de Sécurité de 67 qui ne reconnaît pas le peuple palestinien.

Avant son départ, Fahd a déclaré aux journalistes : *«Nous voulons la paix, mais cela ne signifie pas que nous resterons les bras croisés devant Israël qui n'arrête pas de nous menacer de guerre»*.

Les élections israéliennes et la victoire de Bégin ont amené certains régimes arabes, dont l'Arabie Séoudite, à durcir le ton.

• MOYEN-ORIENT :

Begin, chef de la Cikoun et grand vainqueur des élections israéliennes a été hospitalisé en raison d'une crise cardiaque.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

6e session de la conférence des Nations Unies sur le droit des mers

DE LA GUERRE DE LA MORUE A LA «GUERRE DES NODULES»

Lundi dernier s'est ouvert à New-York, la sixième session de la conférence des Nations-Unies sur le droit des mers. Une session qui devrait se terminer le 15 juillet prochain, après une bataille politique et économique aussi âpre que complexe. Une bataille dont les enjeux, bien qu'immergés sont immenses. Un débat où Tiers-Monde et superpuissances vont se trouver face à face pour répondre à des questions décisives ! Quelles seront les zones économiques ? Quelles règles définiront les rapports entre Etats côtiers et puissances maritimes ? Par qui et comment pourra être exploitée la haute mer ?

La bataille des zones de pêche a pour enjeu la défense d'intérêts vitaux des États côtiers.

Les enjeux sont de taille. Les trois quarts de la planète (mers et océans) sont pratiquement inexploités et déserts, tandis que le dernier quart (les terres émergées) est très peuplé et très exploité. Trois quarts de la planète dont chaque mètre carré de surface reçoit une énergie lumineuse de 7 KW/h par jour que pourraient capter en partie des algues bicellulaires. Des atolls qui pourraient abriter de véritables fermes marines et alimenter de grands élevages de poissons. Le sous-sol (gaz et pétrole) est pratiquement inexploité, le sol des mers à proprement parler recèle de fabuleuses richesses minérales, les «nodules» polymétalliques.

LA BATAILLE DES 200 MILLES

La bataille contre le pillage des mers par les riches puissances maritimes démarra avec la guerre de la langouste le long des côtes chiliennes, la guerre de l'anchois, dans les eaux du Pérou, la guerre de la morue, le long des côtes d'Islande, où plus du tiers des prises de pêches échappaient aux pêcheurs irlandais. Le 15 octobre 75, la République d'Islande étendait sa zone de pêche exclusive à 200 milles pour préserver des richesses vitales. Le 10 novembre 75, le Mexique porte de 12 milles à 200 milles sa juridiction «offshore», suivis quelques jours plus tard par la Colombie. Suivent encore, le Cameroun, la Mauritanie, le Nigéria, le Brésil, le Canada, la Norvège. Les USA qui commencent par s'opposer aux revendications du Tiers-Monde décident eux aussi de porter cette année, leur zone exclusive à 200 milles. Ne pouvant empêcher le mouvement, ils s'assurent leurs propres zones. Le problème n'en est pas résolu pour autant. D'abord, ces zones ne sont pas respectées par les superpuissances qui pratiquent la politique de la force et du fait accompli, disposant (telle l'URSS) de flottes de pêches considérables. De nombreuses zones se télescopent (USA-Mexique, Norvège-URSS) imposant la négociation difficile de pactes bilatéraux régionaux. En fait, la mise sur pied progressive des 200 milles gêne considérablement les projets des impérialismes :

• en matière de pêche (en 74, les chalutiers géants soviétiques ont pêché dans les eaux du nord-ouest de l'atlantique, plus d'un million 200 000 tonnes de poissons, entamant sérieusement les stocks biologiques, c'est-à-dire l'avenir de la pêche canadienne, norvégienne et bretonne !

• en matière de navigation militaire, le contrôle économique exclusif des 200 milles par les Etats côtiers implique une limitation du mouvement des flottes de guerre et remet en cause la volonté (soviétique en particulier) de s'assurer le contrôle des détroits.

• en matière d'exploitation des fonds marins. Le CNEXO estime que les réserves marines sont deux à trois fois supérieures aux réserves terrestres ! En 1960, la production de pétrole «offshore» atteignait 100 millions de tonnes. En 75, il atteint 450 millions de tonnes. En 1980, il est prévu d'en extraire 900 millions de tonnes. La mer du Nord est en passe de devenir d'ici 1980, la plus importante zone de production de pétrole et de gaz dans le monde !

LA GUERRE DES NODULES

Plus intéressant encore : les «nodules métalliques», sorte d'amas polymétalliques, qui ont l'aspect de pommes de terre et qui sont posés au fond des mers. A lui seul, le Pacifique recèle des centaines de milliards de tonnes de nodules et chaque jour de nouvelles découvertes sont faites ! Les Australiens ont découvert un gisement métallique sous-marin de la surface de la France tout près de leur port de Fremantle ! Ces nodules recèlent beaucoup de manganèse mais aussi du cuivre, du nickel, du cobalt, du titane, etc. Les plaines abyssales sont couvertes d'énormes tonnages de boues riches en alumine, nickel et cuivre ou en carbonate de calcium. Même si aujourd'hui, les moyens sont limités pour récupérer ces richesses très profondes (par dragage ou aspiration), leur exploitation doit inévitablement grandir. L'intérêt des grandes puissances, disposant de moyens techniques considérables est donc de faire traîner la mise en place d'une législation précise pour pratiquer le plus longtemps possible, d'une façon ou d'une autre, la politique du fait accompli.

QUELLE AGENCE INTERNATIONALE DE LA MER ?

C'est donc sur la définition, le contenu et les prérogatives d'une autorité internationale pour définir le droit de la mer que s'affrontent plus finement deux intérêts fondamentalement opposés : celui du Tiers-Monde et celui des impérialismes. Le premier veut établir le contrôle des Etats côtiers sur tout le potentiel économique de leurs 200 milles, en matière de pêche, de fonds et de navigation. Les Etats-Unis mettent en balance leur soutien financier à la mise en place de cette agence avec le droit à «l'initiative privée», c'est-à-dire au fait accompli ! L'URSS cherchant elle, à maintenir sa liberté de navigation c'est-à-dire de pillage et de contrôle.

L'entente sera donc difficile à New-York, d'autant que l'intérêt des pilleurs est d'obtenir un consensus suffisamment flou et fragile pour pouvoir le contester en exploitant pour leur propre compte le fond des mers dès la clôture de la conférence...

Pierre PUJOL

DEUX POINTS FONDAMENTAUX :

- ***La zone économique exclusive,***
- ***L'exploitation de la haute mer***

La revendication des pays du Tiers-Monde à la Conférence sur le droit de la mer est la zone économique exclusive de 200 milles. Cette zone ne comprend pas seulement, comme celles qui ont été instaurées ces derniers mois le contrôle de la pêche, mais aussi le contrôle de toutes les ressources naturelles (pétrole, minerais) mais aussi le contrôle de la pollution, c'est-à-dire le contrôle de la navigation.

Les super-puissances ont tenté de s'opposer à cette définition. Aujourd'hui, elles la reprennent, mais en essayant de la vider de son contenu. L'ambassadeur américain se plaignait de ce qu'on ait tendance à *«confondre zone économique et eaux territoriales»* ; de son côté, l'URSS maintient que la zone économique ne doit pas entrer en contradiction avec la *«liberté de navigation»*.

Une fois le problème des zones régié, il reste à réglementer le droit en ce qui concerne l'exploitation de la haute-mer. Les pays du Tiers-Monde proposent un organisme international. Le superpuissances reprennent cette idée, mais en essayant de s'assurer le contrôle de cet organisme. C'est ainsi que l'année dernière, Kissinger proposait de financer l'Agence, à condition qu'on laisse place à l'initiative privée, car les trusts américains sont sur la ligne de départ. Cyniquement, Kissinger avait menacé de rompre les négociations si les pays du Tiers-Monde ne cédaient pas.

RECTIFICATIF

Notre article **«Un O.S. turc blessé à coups de tournevis»** contenait une grave coquille. Nous n'avons jamais pensé que la CFDT pouvait se livrer à «des irrégularités électorales, des tabassages et des menaces fascistes contre les O.S. immigrés pour essayer de les intimider par la force». Il s'agissait, comme nos lecteurs ont pû s'en douter de la **CFT**.

Logements anciens : hausse contrôlée des loyers en 1978

«La liberté des loyers ne sera pas rendue pour les logements anciens», a déclaré Jacques Barrot, secrétaire d'État au logement, aux congressistes de l'Union nationale de propriété immobilière (UNPI).

Les propriétaires avaient plusieurs doléances à présenter à Barrot. Ils se plaignent en particulier du fossé qui sépare logements neufs et anciens, les loyers des logements neufs étant libres. Barrot s'est empressé de les tranquiliser. Le pouvoir d'achat des petits et moyens propriétaires sera maintenu par l'intermédiaire de primes qui leur seront accordées. Barrot a également affirmé que les propriétaires qui bénéficieront d'une aide ne seront pas obliger de renoncer à la gestion de leurs immeubles. Soucieux de préserver cette partie de l'électorat, le gouvernement joue donc sur deux tableaux, d'un côté, c'est la démagogie du contrôle de la hausse des loyers, de l'autre, c'est la préservation des droits des moyens et petits propriétaires.

Du fait des intempéries, les récoltes fruitières et maraîchères sont compromises dans le Midi

Les cultures fruitières et maraîchères du Sud-Ouest et du Languedoc ont subi de gros dégâts du fait des pluies diluviennes qui se sont abattues dans ces régions.

Dans le Roussillon, la récolte des fraises est considérée comme perdue et celle des cerises l'est pour les deux tiers. Les cerisiers du Gard ne donneront rien. L'inondation des jardins maraîchers interdit toute récolte. Ces pluies, ajoutées aux gelées d'avril, compromettent la production nationale des abricots (moins 44% par rapport à 1976), celle des cerises de 55%, celle des pêches de 30% environ.

Ceci risque d'avoir des conséquences sur le niveau de vie des petites arboriculteurs et sur les prix à la consommation.

Un salon de l'automobile à Grenoble

La ville de Grenoble hébergera cette année un salon de l'automobile, profitant de l'absence de salon national de l'auto à Paris cette année. Compte tenu du coût et du rapport de la manifestation parisienne, les constructeurs ont décidé de ne la tenir que tous les deux ans. Le marie PS de Grenoble, Dudebout, qui par ailleurs aime à se présenter comme un promoteur des transports en commun, ne crache dont pas sur l'argent des constructeurs automobiles et en espère les retombées publicitaires pour Grenoble dont il veut faire un centre d'affaires important. D'ores et déjà, quinze marques ont donné leur accord à l'initiative de Dudebout.

LA SITUATION DU PERSONNEL HORS STATUT DES SECTEURS DE LA RECHERCHE ET DE L'ENSEIGNEMENT

Lors d'une conférence de presse, les syndicats de la recherche et de l'enseignement supérieur ont abordé les problèmes de l'emploi et plus particulièrement celui et la sécurité de l'emploi. Les organisations dénoncent le fort pourcentage de personnel hors-statut dans ces secteurs.

Dans la fonction publique par exemple, un décret autorise l'embauche de personnels faisant moins de 600 heures actuelles, donc n'ayant aucune sécurité d'emploi ni indemnité en cas de licenciement et qui éventuellement pourront ne pas être couverts par la sécurité sociale. À l'institut de cancérologie et d'immunologie génétique qui traitent de questions déclarées prioritaires dans le plan, 46 % du personnel est hors-statut.

Les hors-statut sont engagés sous contrat d'un an, donc aucune garantie de l'emploi. De plus, la qualification et les diplômes n'étant pas reconnus, les salaires sont bas. Par exemple, les agents de laboratoire sont payés 2 250 F après 10 ans d'ancienneté. Au CNRS, le plan d'intégration des hors-statuts a été remis en cause par le plan Barre. Plus de la moitié des hors-statuts peuvent être touchés par les licenciements. Les intégrations se font à un niveau très bas, et la sous-qualification entraîne une perte de salaire.

Le personnel hors-statut est en quelque sorte un personnel intérimaire, avec encore moins de garantie que dans les agences privées d'intérim.

Journée d'action largement suivie

APRES LE 24 MAI ?

Suite de l'éditorial

De cette situation découle pour les communistes révolutionnaires des tâches précises. Pour de larges franges de travailleurs, les questions politiques qu'ils se posent n'auront pas trouvé de réponses dans le cadre même de cette journée d'action du 24 mai. Au contraire. La situation est propice au développement des idées révolutionnaires. Les partis de la gauche ont beau développer un intense matraquage, ils n'empêchent pas la méfiance à l'encontre de leurs projets de se développer dans les masses. Les directions syndicales elles-mêmes, malgré les apparences, se trouvent en situation délicate. Elles ont dû faire assaut de démagogie depuis le 7 octobre, clamant haut et fort qu'elles *«n'attendraient pas 78 l'arme au pied»*. C'est seulement à ce prix qu'elles ont pu contenir la colère ouvrière.

Apporter l'éclairage politique sur les projets bourgeois des partis de gauche, sur leur caractère profondément contradictoire avec les intérêts fondamentaux des travailleurs ; en positif, offrir la perspective du socialisme, faire largement connaître les idées du «Manifeste pour le socialisme», en débattre largement avec les travailleurs, enrichir son contenu sur la base de ce débat, constituer un pôle alternatif aux projets bourgeois de la gauche, telles sont aujourd'hui les tâches essentielles des communistes révolutionnaires.

Gérard PRIVAT

Ce qu'ils ont dit après la grève du 24...

Maire : rendez-vous en septembre...

«Nous allons prendre contact avec les autres fédérations, bien sûr CGT, mais aussi Force Ouvrière, pour que le front syndical se maintienne, pour que la combativité s'exprime et que nous obtenions des négociations en juin. Et puis, si ce n'est pas en juin, alors en septembre !»

Séguy : heureux présage

«Les travailleurs sont bien décidés, si besoin est, à poursuivre l'action. (...) C'est dans cet esprit que j'ai envoyé aujourd'hui une lettre au premier ministre, une autre au CNPF pour leur demander que des négociations soient ouvertes dans les meilleurs délais, pour demander que la liberté de discuter les salaires et les conventions collectives soient rétablies. (...)

Je constate une chose : lorsque le congrès des Républicains Indépendants s'ouvre à Fréjus, les éléments se déchaînent et le chapiteau tombe sur les congressistes. Lorsque nous faisons grève et que nous manifestons, le soleil luit ; c'est le véritable printemps qui commence. Voilà un heureux présage !»

Bergeron : gare à toi, Barre !

«Nous allons maintenant, dès demain — pour ce qui concerne F.O. — reprendre contact avec les responsables gouvernementaux et patronaux en vue de réaliser des compromis acceptables. Je veux croire que les patrons et le gouvernement tiendront compte de cet avertissement. S'ils ne le faisaient pas, ce serait grave !»

• PARIS

La place de la Bastille avait hier un air de fête. Dans un Paris déserté par les autobus et où seules quelques rares rames de métro circulaient à peu près toutes les heures, ce sont plusieurs dizaines de milliers de travailleurs de Paris et de la banlieue qui s'y sont retrouvés à partir de 10 heures hier pour manifester près de quatre heures durant sur les larges avenues ensoleillées qui conduisent à la gare de l'Est.

À 10 h donc, les premiers cortèges des hospitaliers et employés de l'Assistance Publique s'ébranlaient, précédés des États-Majors confédéraux CGT-CFDT et FEN au grand complet. Entre les deux, s'étaient immiscés les chefs des partis du programme commun : Estier, Rocard, Martinet et Sarre pour le PS partagaient la rue avec un Marchais plastronnant au milieu des «négociateurs» désignés de son parti pour la réactualisation du programme commun, les Fiterman, Kanapa, Laurent, etc.

Les cortèges CGT et CFDT des Transports claquaient avec vigueur leur refus du plan Barre, nombre de voix s'élevant des cortèges de la RATP et d'Air France pour affirmer : *«Le 24 dans la rue, le 25, on continue !»*.

Du cortège des secteurs publics et nationalisés, on aura surtout remarqué... les absents : parmi les regroupement de postiers nettement moins nombreux qu'à l'habitude, les délégations des grands centres de tri de Paris et de la banlieue (PLM, Austerlitz...) étaient soit délibérement absentes ou nettement moins imposantes que précédemment. De même pour les délégations d'EDF-GDF ou des banques parisiennes. Cette relative désaffection de ces secteurs pour la manifestation d'hier n'a en fait rien de fortuite : ce sont ceux qui ont été les plus durement sollicité pour ces journées d'action par branche et à répétition ; c'est aussi parmi les postiers et les employés de banque que s'est manifesté le plus vivement le «ras-le-bol» pour ces journées sans lendemain. Sans doute, par leur présence mesurée, entendaient-ils le faire savoir clairement aux État-Majors fédéraux.

Puis venaient les métallos CFDT de la région parisienne.. Fort de plusieurs milliers de manifestants, leur cortège massif, compact, uni et offensif souleva à de nombreuses reprises les applaudissements de la foule massée sur les trottoirs. Métallos de St-Denis, des Hauts-de-Seine, ouvriers grévistes des Câbleries de la Seine..., les milliers de voix à l'unisson scandaient : *«Aujourd'hui dans la rue, demain on continue !»* et aussi cet autre mot d'ordre largement repris : *«Pas de socialisme sans autogestion et pas d'autogestion sans révolution !»* entrecoupé de couplets de «L'Internationale» et de la «Jeune Garde»... Formant avec les métallos CFDT un pôle offensif, affirmant la voie de la lutte et du refus des solutions bourgeoises de gauche à la crise, les syndicats de la Construction-Bois CFDT — et parmi eux les ouvriers de l'Alsthom St-Ouen en lutte — reprenaient avec force ce mot d'ordre : *«Union, Action, Révolution !»*.

Succèdant aux attroupements et gesticulations de quelques lycéens de l'UNCAL, et d'étudiants de l'UNEF, les ouvriers du Livre parisien, dans un cortège nettemment moins dense que lors des manifestations précédentes, s'étaient rassemblés autour de ceux que le plan Lecat a jeté à la rue et qui appelaient la population à toujours soutenir leurs longs conflits : Parisien Libéré, Chaix, Hélio-Cachan, etc. Au sein de la manifestation, la présence très applaudie de militants basques et catalans brandissant les drapeaux de leur patrie venaient rappeler qu'en Espagne, les peuples continuent de se battre pour leur liberté. Quant aux employés du Commerce parisien, leur fort cortège faisait masse derrière les employés de la FNAC en lutte depuis cinq semaines.

Fermant la marche, c'était le cortège de la métallurgie CGT de la région parisienne. Cortège sans grand relief où l'on aura toutefois noté deux faits singuliers : les cadres de l'UGICT-Renault, sans doute trop fatigués d'avoir attendu tout ce temps pour défiler, avaient commis deux ouvriers africains pour tenir leur banderole ; de même, les responsables CGT avaient délégué des ouvriers maghrébins pour porter — chose curieuse — quelques drapeaux tricolores qui émaillaient le cortège.

Toutefois, malgré la présence relativement importante des travailleurs dans cette manifestation parisienne, cette journée laisse entière la réponse à cette question : et demain ?

Julien LEBLOND

• MARSEILLE

Très peu de magasins ouverts, tous les kiosques de journaux fermés, pas un autobus en dehors des dépôts... dès le début de la matinée, on savait déjà que cette grève serait largement suivie.

Très vite, les cortèges occuperont la moitié, puis la totalité de la Cannebière. A 11 heures, alors que les métallos de la réparation navale atteignaient la place Sadi-Carnot, les derniers cortèges étaient toujours immobilisés en haut de la Cannebière.

***«Les cadres et la maîtrise ne sont pas là** «parce qu'il y a du travail à l'usine». **Voilà ce qu'ils nous ont dit»** m'affirment les travailleurs de Griffet. **«N'importe comment, nous ne comptons pas sur eux pour lutter contre le plan Barre»**, ajoute le délégué CGT, approuvé par les syndicalistes CGT et CFDT.*

Les travailleurs du groupe Terrin, (réparation navale), en tête de cortège ouvriront la matinée par une vibrante *«Internationale»* derrière une large banderole, dénonçant le mauvais coup de leurs patrons : *«10 000 emplois risquent de disparaître. Toute la population doit nous aider dans notre lutte pour le droit de travailler et de vivre à Marseille»*. Tout ceci devant les yeux et dans les oreilles de Gaston Defferre, dont la présence a surpris tous les travailleurs. Mais si Defferre a rarement été vu dans une manifestation ouvrière, il ne pouvait pas manquer celle-ci, qui réunissait toutes les couches socio-professionnelles si avidement recherchées par les partis de l'union de la gauche.

A quelques mois des législatives, Defferre ne pouvait donc pas se permettre de laisser les élus PCF parader seuls. Mais union ne voulant pas dire confusion, le rang des élus PS était bien séparé des élus PCF. Se moquant bien de ces subtilités électorales, les ouvrières de Gervais-Danone affirmaient : *«Riboud, l'usine de Marseille doit vivre»*, ceux de Prior expliquaient le *«scandale des licenciements et de la fermeture qui nous menace...»* ; ceux du *«Thé de l'Éléphant»* annonçaient avec fierté *«98 % des grévistes dans le cortège ouvrier»*, tandis que les ouvriers de Soprovins, confirmaient la poursuite de leur lutte pour la reconnaissance du droit syndical et pour l'amélioration des conditions de travail et de salaires : *«Pour l'instant, le patron veut nous ignorer, il ne propose qu'une entrevue, vendredi, si nous reprenons. Nous continuons !»*

Un fossé infranchissable sépare ces luttes de toutes les propositions bourgeoises, y compris du programme commun, très peu repris. Que propose ce programme commun contre l'exploitation due aux petits patrons, comme M. Racine de Soprovins ? La compréhension ? Et contre les cadres et la maîtrise, briseurs de grève ? L'alliance ? Qu'avaient-ils de commun les travailleurs avec les groupes réactionnaires du Mouvement de Défense Sociale des Commerçants et Artisans (MDS), soutenu par le PCF, mouvement qui a soutenu le projet d'ilotage des quartiers de Marseille, raffinement du quadrillage policier ?

Après cette manifestation massive mais sans perspective de lutte, autre que celle de l'application du programme commun, plusieurs sections syndicales ont profité de cette journée pour préparer la poursuite des luttes en cours :

- Les hospitaliers de Valvert ont organisé un carrefour sur la question des effectifs et des conditions de travail et contre les licenciements de 4 auxiliaires et stagiaires ;
- Les communaux CFDT se sont réunis à l'Union Départementale pour faire le point sur les atteintes aux libertés syndicales à la municipalité, notamment pour exiger le maintien de 4 animateurs CGT et CFDT, licenciés après rupture de leur contrat par la mairie.
- Le comité Arenc, de son côté, a mis à profit cette journée pour appeler à la marche prévue, le 4 juin.

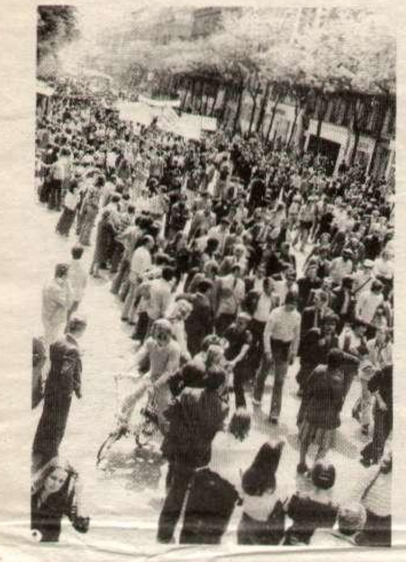
Robert RIVIÈRE

• LYON

À Lyon, les travailleurs sont descendus nombreux dans la rue pour participer à la manifestation du 24 mai, plus nombreux encore que le 7 octobre avec un important cortège de métallos, et un cortège plus important encore de la fonction publique. Mais malgré ce nombre de manifestants (environ un quart de plus qu'au 7 octobre), le caractère de la manifestation n'était pas le même. Les travailleurs étaient venus pour témoigner de leur mécontentement face au plan Barre, mais sans la combativité du 7 octobre. Le 7 pouvait être un point de départ au développement des luttes, et c'est ce qu'avaient exprimé massivement les travailleurs par leurs mots d'ordre, appelant à continuer l'action sans attendre 78.

Le 24 mai est une journée sans lendemain, et elle est ressentie comme telle : *«On est nombreux*, nous disait un militant CFDT de Rhône Poulenc Textile Vaise, *mais sur quoi cela va-t-il déboucher ? Sur rien et c'est prévu pour cela»*. Et si certains secteurs faisaient preuve de combativité, comme les cortèges métaux CFDT ou Construction-Bois, dans l'ensemble il n'y avait que peu de mots d'ordre, sinon revendicatifs, sur le SMIC à 2 200 F, 2 300 F ou 2 500 F, sur la retraite à 60 ans. Les usines en lutte actuellement, bien que présentes comme Delle-Alsthom ou Colly à Villeurbanne, apparaissaient peu. La seule *«perspective»* que cette journée devait offrir, dans l'idée des organisateurs, était celle d'être un tremplin pour la gauche : tremplin de bien faible ressort, car les mots d'ordre sur le programme commun, étaient bien peu lancés et encore moins repris. Si le PCF et le PS sont arrivés jusqu'à présent à s'opposer au développement des luttes, ils arrivent difficilement à faire adhérer pleinement les travailleurs à leurs perspectives politiques. Et si les interrogations des travailleurs ne se traduisent pas en mots d'ordre, elles étaient présentes dans les discussions.

Correspondant Lyon



• STRASBOURG

Comme prévu, la journée du 24, à Strasbourg, a été l'occasion d'une des plus importantes manifestations réalisées depuis 1968, dans la capitale alsacienne. Plusieurs milliers de personnes dont une forte proportion était toutefois constituée par les enseignants et par d'autres catégories de fonctionnaires, ont défilé pendant deux heures à travers les rues du centre.

L'ampleur de la manifestation a incontestablement frappé, mais également frappante a été l'absence totale de pérspectives qui s'en dégageait. Cela était perceptible tout au long du cortège. Très peu de mots d'ordre ou alors faiblement repris, sauf pour se solidariser avec les filles du Prisunic, par exemple, qui ont fait massivement grève. Les quelques *«Union, action, programme commun»* lancés par une poignée de militants du PCF ont rencontré une indifférence quasi-unanime. Non décidément, ce n'est pas de cette perspective-là, que veulent les travailleurs.

C'est essentiellement dans les nombreuses et riches discussions politiques qui ont animé les rangs des manifestants tout au long du cortège qu'on parlait de la réelle signification de cette journée : très nombreux étaient les travailleurs qui avaient conscience de l'inefficacité de celle-ci et la manipulation à laquelle se livraient à cette occasion les partis de gauche. *«Ce sera la dernière grande action avant les élections, maintenant, ils vont appuyer sur le frein»* : c'était un avis largement exprimé. La nécessité urgente de concrétiser une alternative crédible pour la classe ouvrière était présente dans tous les débats. *«On commence à bien voir ce qui n'est pas bon pour la classe ouvrière, ce qu'il ne faut pas faire*, a dit un travailleur, *mais on ne sait pas très bien ce qu'il faut faire et dans quelle direction il faut aller»*. C'est pour répondre à ces questions que les militants du PCR développent un large travail d'explications et de discussions basées sur le «Manifeste».

Corr. Strasbourg

• RENNES

Après les prises de parole de la CFDT, de la CGT et de la FEN, où ces syndicats ont dénoncé le plan Barre et appelé à *«renforcer l'action syndicale»*, un cortège de plusieurs milliers de personnes a défilé dans les rues de Rennes. Malgré quelques secteurs combatifs comme le Commerce, Mammouth, la Sécurité Sociale, la manifestation dont les cortèges CGT et CFDT étaient bien distincts, a été moins combative que celle du 7 octobre 76, dernière grande mobilisation à Rennes. Certains secteurs comme le Bâtiment, qui avait engagé des luttes (Omnimanu) étaient peu représentés. Sacrifier une journée de salaire sans d'autres perspectives après cette journée d'action, voilà qui explique leur absence ou leur faible mobilisation. Si les mots d'ordre syndicaux, revendications économiques surtout étaient repris, le *«Union, action, programme commun»* eut encore moins de succès que le 7 octobre. Parallèlement au fait que chaque lutte après les municipales avait vu localement la présence des conseillers municipaux, la nouvelle municipalité était représentée. Si cela tranchait avec l'ancienne mairie de droite, cela ne coûtait pas cher à la nouvelle.

La peur du débat politique était présente au sein des partis de gauche. Le ton avait été donné par le permanent CFDT, quelques jours auparavant, le seul *«Union, action...»* pouvant à la rigueur être repris, de son point de vue, par les syndiqués, devait être *«Union, action, négociation»* !

Corres. Rennes

Quant les cadres manifestent

La CGC appelait à la grève du 24 mai, *«sans s'associer aux cortèges politiques»*. Faire grève, passe encore, mais si en plus il faut être dans la rue avec des ouvriers, non ! Les cadres n'étaient cependant pas absents des cortèges : de nombreuses délégations de l'UGICT étaient au rendez-vous, avec leurs banderoles en bonne place. Ils parlaient volontiers de leur pouvoir d'achat dégradé, attaqué par la fiscalité, la hausse des prix. Les cadres dans la misère ? Pourquoi pas. *«Nous sommes exploités, prends même un cadre à qui on fournit la voiture, le chauffeur, la maison, la bonne, j'en connais. Hé bien ils ne font pas 40 H, en fait, ils n'ont jamais fini !»* C'est un responsable du GNC qui parlait ainsi le 23 mai. Mais à la manifestation, un cadre d'Esso rectifiait : *«C'est moins un problème de rémunération que de responsabilité. Les centres de décision s'éloignent de plus en plus des cadres. Les propositions ne se font que de haut en bas»*. Les responsanbilités ! Les cadres de l'UGICT étaient intarissables sur cette question : *«Nos compétences ne sont pas utilisées»*, *«Nous n'avons pas de responsabilité réelle»*, *«Dans une entreprise d'État, comme l'EDF, les cadres ont un rôle beaucoup plus actif»*. La solution : le programme commun. *«Nous aurions notre place dans la gestion démocratique, bien sûr au même titre que tous les employés, mais nous, en plus, nous avons les compétences. Et puis, avec les nationalisations, nos moyens d'expression propres seraient plus importants»*. C'est un cadre de chez ESSO qui parle ainsi. Il a apparemment bien compris qui serait bénéficiaire de la gestion démocratique. Un autre, cadre des banques, est plus précis : *«Il faudrait une planification démocratique, on définirait des priorités, nous pourrions alors avoir un rôle actif : conseiller les investisseurs pour qu'ils abandonnent des secteurs peu intéressants et s'orientent vers les secteurs productifs, mais de façon équilibrée»*. Leurs intérêts et ceux des travailleurs sont-ils les mêmes. On pourrait en douter, à les entendre. Mais le cadre des banques pensent que oui : *«Si les employés que je dirige ont trop de problèmes de fin de mois, le travail se fera plus difficilement»*. Voilà bien leur optique sincèrement résumée : faire tourner le capitalisme au mieux, grâce à des «hommes de l'art», et les cadres de l'UGICT venus manifester leur soutien au programme commun ont bien compris que ce sont eux les grands bénéficiaires du capitalisme d'État et que c'est sur eux que repose son instauration.

Colly (Villeurbanne)

«ON PEUT TENIR, S'IL Y A LA SOLIDARITÉ»

Cela fait un mois aujourd'hui que les travailleurs du montage de chez Colly à Villeurbanne sont en grève. Après près d'un mois de débrayages quotidiens de tous les ateliers, pour l'intégration de 50% de la prime de tonnage, et le 13e mois, les ouvriers avec leur section CFDT, ont changé leur forme de lutte : l'atelier est en grève totale depuis le 25 avril, si bien que la production ne sort plus ; les ouvriers des quatre autres ateliers travaillent et versent une heure et demie de leur salaire par jour. La situation chez Colly est sans doute caractéristique de l'évolution de certaines petites et moyennes entreprises. Colly est une PME de la machine-outil, qui fabrique des machines hydrauliques, presses et cisailles.

Dans le secteur de la machine-outil, fortement *«touché»* par la restructuration, Colly est une entreprise propère, ce qui fait dire à la direction : *«Seules survivront les entreprises qui offriront un matériel de bonne qualité, de haute technicité, et à un prix compétitif. Les autres seront irrémédiablement condamnés à disparaître. Sans préjuger de l'avenir, ne pouvant réaffirmer qu'avec la bonne volonté et le sérieux de tous, nous devrions passer au travers de cette crise»*. Mais les travailleurs n'acceptent pas avec *«bonne volonté»*, que les prix compétitifs soient assurés par une baisse de leur salaire réel. Les ouvriers de chez Colly sont pratiquement tous des professionnels et si leurs conditions de travail étaient relativement privilégiées, il y a quelques années, elles sont en train de se dégrader, avec parallèlement la baisse des salaires. Ils sont payés à la prime de tonnage (proportionnellement au poids-machines divisée par le nombre d'heures travaillées) qui représente 18 à 22 % actuellement du salaire de base. Or, la prime est en baisse, particulièrement depuis qu'ils sortent des machines spéciales qui font le même tonnage, mais demande plus de temps de travail. La baisse de la prime entraîne une baisse du salaire, actuellement de 1,7 % par mois environ. *«C'est la première lutte de cette importance dans la boîte, il n'y a rien eu depuis 68. Jusqu'à maintenant, la direction avait toujours réussi à désarmorcer les mouvements, en recourant à des augmentations individuelles»*, nous expliquent les délégués CFDT. *«Ils refusent de négocier. Cela fait un mois que le montage est arrêté, et la direction n'a pas l'air de s'en préoccuper. Le patron ne veut pas que ce soit dit que céder à une grève, ça créerait un précédent»*. Les revendications sont :

- Augmentation de 90 centimes de l'heure ;
- Régulation du calcul de la prime de tonnage ;
- 13e mois ;
- Paiement des heures de grèves à 50 %.

La direction a déjà donné son point de vue : l'augmentation uniforme est une *«forme de revendication irrationnelle qui a pour inconvénient majeur de casser les salaires du personnel qualifié»* alors que les augmentations en pourcentage et à la tête du client sont *«basés sur un maximum de justices et tiennent compte de l'appréciation de différentes personnes dont vos chefs directs»* ! Quant à la prime, le patron l'a dit à une réunion : c'est la «carotte».

Mais chez les travailleurs, le moral est bon et *«on peut encore tenir longtemps, tant que la solidarité joue»*.

Correspondant Lyon

INTERNATIONAL

LA RÉPRESSION ISRAÉLIENNE A RAMALLA ET A EL-BIREH EN MARS 77

Un rapport d'Eytan Grosfeld et d'Israël Shahak

L'arrivée au pouvoir du Likoud en Israël ne peut faire oublier les crimes et la politique répressive du parti travailliste, réputé être à gauche, qui a gouverné pendant 29 ans l'État sioniste.

Le Likoud exprime tout haut sa politique d'annexion, de répression des masses palestiniennes. Mais en fait le parti travailliste appliquait cette même politique.

Ce texte est un rapport d'Eytan Grosfeld et d'Israël Shahak, de la Ligue Israélienne des droits de l'Homme sur les évènements survenus en Cisjordanie en mars 77 à la suite de la mobilisation des masses palestiniennes pour le soutien à leurs frère prisonniers d'Ascalan.

Les prisonniers de Ramalla et de Hébron se sont joints à ceux d'Ashkelon en décidant une grève de la faim et du travail. Les lycéens de Bir-Zeit ayant décidé une grève, la troupe a mis la ville pratiquement en état de siège. La répression a été très brutale également à Jérusalem-Est. A Bethlehem, le comité des étudiants (illégal) a décidé une grève de solidarité du 9 au 11 mars ; elle a été suivie par tous les élèves et les enseignants. Un drapeau palestinien a été hissé sur le toit d'un des immeubles. Les militaires ont cerné l'Université et sont entrés dans les locaux pour enlever le drapeau «illégal» et interroger -avec toutes les brutalités d'usage- des étudiants et des professeurs, dans le but de découvrir les «agitateurs».

Apprenant ce qui se passait, l'un des conseillers municipaux, le Dr Azmi Shueibi, se précipita vers l'école, où il demanda à parler à l'adjoint du gouverneur, Morris. En guise de réponse, il fut frappé par un officier nommé «Abu-Talal» bien connu dans la région... Le Dr Shueibi fut giflé à plusieurs reprises par cet homme, tandis que des soldats lui maintenaient les mains derrière le dos. On l'obligea ensuite à se coucher la face contre le sol, et il reçut tant de coups qu'il perdit connaissance.

Ramalla : le 9 mars, les étudiants du Centre de formation d'enseignants avaient organisé une grève de solidarité avec les prisonniers d'Ashkelon. Des militaires, commandés par Morris, commencèrent à encercler l'établissement. Des étudiants tentèrent de s'échapper vers les collines, mais ils tombèrent sur des gardes-frontières qui s'y étaient embusqués et commencèrent à leur faire la chasse, et même à tirer sur eux. Ceux qui furent pris furent frappés brutalement ainsi que ceux qui étaient restés dans l'école.

Eytan est allé voir certains d'entre eux, à l'hôpital. Il raconte ce qu'il a vu et entendu : «Ce fut une vision affreuse que celle des blessures que me montrèrent ces garçons en retirant leurs vêtements. Ils m'ont raconté comment les soldats les ont traités, aussi bien dans l'école que dans les collines. Tous ont reçu des coups de matraques sur la tête, les mains et les pieds et la plupart ont des fractures. On cherchait tout spécialement à leur casser les dents. On les attacha par groupes sur la place, où les soldats s'acharnèrent sur eux. A un moment donné un officier intervint pour qu'on cesse de taper sur un garçon qui avait perdu beaucoup de sang, de crainte qu'il ne meure sous les coups. Le fameux «Abu-Talal» était particulièrement «efficace». Il s'est chargé personnellement de certains des étudiants, cherchant à leur briser les mains, excitant les soldats : «Si vous ne cassez pas les mains qui vous jettent des pierres, Morris ne sera pas content !».

«Tous les blessés portent des plaies effrayantes, en particulier sur le dos... Mais d'autres blessures, sur le ventre, la poitrine ou la tête, sont plus graves encore. Les soldats ont visé tout spécialement les mains de leurs victimes. L'un des garçons a les deux mains et les deux jambes brisées. Beaucoup ont des fractures ouvertes, m'ont dit les médecins et les infirmières.

«Au cours de cette même semaine, les brutalités ne furent pas réservées aux jeunes et aux étudiants : toute la population adulte de la région les a subies. Le 10 mars par exemple, sous prétexte qu'un taxi israélien avait reçu une pierre, tous les habitants du camp de réfugiés de El-Amari furent tirés de leurs maisons, rassemblés et battus de la même manière que les élèves du Centre...

«Le 16 mars, quelque 150 parents étaient convoqués au gouvernement militaire avec leurs enfants. On leur prit leurs papiers d'identité et ils durent rester assis par terre de 14 h à minuit, sans qu'il soit fait d'exception pour les personnes âgées, comme la vieille tante du maire de Ramalla...

«Le 17 mars, les jeunes filles du Lycée de Ramalla ayant chanté des chants jugés «séditieux», une unité de gardes-frontières pénétra dans les classes pour y jeter des bombes lacrymogènes d'un type nouveau, qui causent des nausées prolongées. Plus de 40 jeunes filles durent être hospitalisées».

Mondale en Europe

LA MISE EN PLACE DE LA POLITIQUE EUROPÉENNE DE CARTER

La rencontre entre le vice-président Mondale et le chef raciste Vorster, a quelque peu éclipsé l'aspect le plus important de la visite de 10 jours en Europe accomplie par le vice-président américain. Rencontrant le gouvernement portugais, le roi espagnol, le chancelier autrichien et le président yougoslave Tito, le vice-président a quasiment fait le tour des relations européennes hors du marché commun. Le périple est en quelque sorte le complément du sommet de Londres présidé par Carter. Partout s'est confirmé la volonté américaine de faire accepter le leadership US en réglant à l'avantage des Américains les problèmes en suspens.

Mondale avec Tito

La visite au Portugal : Les Etats-Unis ont obtenu la libre utilisation de la base des Açores, que le gouvernement portugais a garanti, malgré les mouvements «séparatistes». Situés en plein Océan Atlantique, les aérodromes de cet archipel ont servi de relais pour le pont aérien américain organisé lors de la guerre d'octobre 1973. Ils peuvent servir aussi bien de base pour la surveillance de l'Atlantique Sud, que de relais en direction de l'Afrique, l'Europe et le Moyen-Orient. En échange, les USA ont garanti des prêts au Portugal. La pression économique indirecte, et la présence au pouvoir des socialistes de Soarès leur ont permis de conserver un élément essentiel de leur politique stratégique, en temps de «paix comme en période de conflit ouvert dans la région la plus chaude».

La visite en Espagne : comportait deux volets. D'une part, les Etats-Unis sont prêts à soutenir l'entrée de l'Espagne dans l'OTAN et dans le Marché Commun. C'est ce qui, selon les Américains, a occupé l'essentiel des discussions. D'autre part, les décisions de Carter ont entraîné que les centrales nucléaires qui devaient être construites en Espagne par la Général Electric et Westinghouse soient bloquées. Les Allemands ont proposé de remplacer les compagnies américaines. Les USA interdisent à l'Espagne de livrer, à des usines de retraitement, les déchets nucléaires, exerçant ainsi une sorte de pression. Les déchets s'accumulent en Espagne plus que partout ailleurs.

En Autriche, Mondale a rencontré l'un des principaux membres de l'Association Européenne de Libre Échange (AELE) dont le sommet venait de s'achever sur l'adoption de propositions autrichiennes de coordination entre cette association et le marché commun, ce que les USA ont appuyé. L'autre partie de la discussion a porté sur l'accord que l'Autriche, plaque tournante des rapports entre les deux Europe, donne à la politique américaine. Ensuite l'Autriche, considérée comme le pays européen ayant les meilleurs rapports avec l'OLP, a été sollicitée pour qu'elle appuie la politique de Carter au Moyen-Orient.

La visite en Yougoslavie a été pour les USA l'occasion de réaffirmer qu'ils considèrent la Yougoslavie comme hors de la zone d'influence soviétique, quelques mois après le voyage de Brejnev dans ce pays. Le dossier nucléaire a occupé une grande place dans les conversations. Le gouvernement américain veut que la Yougoslavie donne des garanties supplémentaires pour la construction d'une centrale, nucléaire par des firmes US, alors que le gouvernement yougoslave s'y refuse. Le chef d'État Major a même annoncé que la Yougoslavie se doterait d'armes nucléaires si jamais elle se voyait menacée par une puissance nucléaire hostile.

Bien qu'aucun communiqué n'ait été publié, sinon au Portugal, le voyage du vice-président US participe de la mise en place de la politique Carter : préserver le monopole nucléaire des super-puissances, regrouper les pays européens contre le Tiers-Monde, les organiser pour les opposer à l'URSS, faire reconnaître sur tous les plans le leader ship US.

Le voyage de Mondale prépare la définition de la politique US à l'égard de cette partie de l'Europe, comme son précédent voyage avait servi à la définition de la politique US à l'égard de la CEE. Sont également indiqués les obstacles sur lesquels elle bute.

Young en Afrique du Sud

Pressions sur le régime de Vorster

Young, ambassadeur de Carter à l'ONU a effectué dimanche une «visite privée» en Afrique du sud. Au cours d'une conférence de presse, et de plusieurs réunions, il a répété qu'il pensait qu'un changement de pouvoir en Afrique du sud pouvait se faire sans violence : *«Je pense qu'avec le système de marché, quand on l'encourage à bien fonctionner, à condition que les Noirs aient accès au capital, des choses comme la réforme agraire peuvent se produire sans qu'il y ait rupture.»*

Il a précisé que les mesures de boycott de l'économie par les Africains qu'il préconisait au Zimbabwe étaient applicables à l'Afrique du sud et que les pressions des États-Unis sur le régime de Vorster n'étaient pas prêtes de s'arrêter.

Young n'a pas rencontré, contrairement à ce qu'il souhaitait, des militants de l'ANC ou de la Black People's Convention, organisations de lutte africaines, mais il a rencontré des industriels, des journalistes, et des dirigeants «traditionnels» comme le chef Butheleri. Il a recommandé aux industriels de donner aux masses africaines «leur part dans l'économie du pays».

ZAÏRE : PRISE DE DILOLO

Le gouvernement de Mobutu a annoncé à la fin de la semaine dernière la prise par les forces marocaines et zaïroises de la ville de Dilolo. Cette ville, proche de la frontière avec l'Angola avait été la première à être prise par les rebelles au mois de mars. Le gouvernement du Zaire annonce que la guerre dans la province du Shaba est pratiquement terminée.

En bref...

MAROC-URSS : ACCORDS ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES

Selon les informations en provenance de Rabat, le gouvernement de Hassan II aurait passé des accords avec l'URSS. Hassan II aurait obtenu la «neutralité» de l'URSS (en fait son soutien) en ce qui concerne l'occupation du territoire de la République Arabe Sahraouie Démocratique. En échange, l'URSS qui se trouve à court de production dans le domaine des phosphates, participerait à l'exploitation du gisement de Meskal, au Nord de Marrakech. Elle fournirait au Maroc un crédit de 2 millions de dollars pour l'extraction du minerai et son transport.

PAYS-BAS : PRISES D'OTAGES

Plusieurs hommes armés ont pris des otages dans un train et une école au Nord des Pays-Bas. Il s'agit de Moluquois qui réclament l'indépendance des Moluques dont le territoire a été rattaché à l'Indonésie.

VORSTER : MIEUX VENDRE L'APARTHEID

A la suite de ses entretiens avec le vice-président Mondale, le raciste Vorster a réuni ses ambassadeurs dans les pays occidentaux et leur a recommandé de tout faire pour donner une «meilleure image» de l'Afrique du Sud.

D'autre part, le ministre Botha a déclaré qu'il allait promouvoir les relations de Prétoria avec les États africains, des relations secrètes demeurant selon lui.

A NANCY

CE TEMPS QU'ON NOUS VOLE

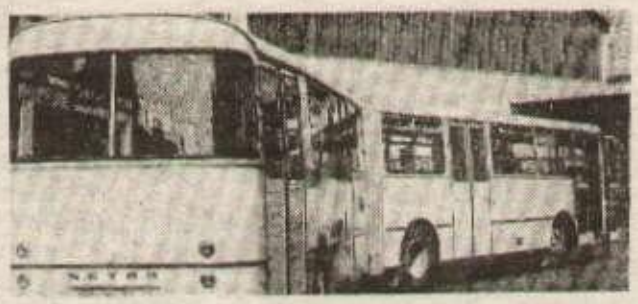
Enquête de René DUVAL

Suite à la série déjà parue sur les transports, nous publions ici une première enquête sur les transports dans l'agglomération de Nancy. Continuez à nous envoyez vos témoignages et vos réflexions sur «ce temps qu'on nous vole».

Nancy est souvent présentée comme une ville bien lotie du point de vue des transports. A l'appui de cette idée, on met notamment en avant le fait que la vitesse moyenne du trafic est parmi les plus élevées pour les villes d'égale importance.

Pourtant, la situation vécue par les milieux populaires nancéiens n'est pas révolutionnée, loin de là, par cette statistique : postés de la sidérurgie, petits employés, mères de familles, élèves de CET ou de Lycées..., tous sont confrontés à de graves problèmes de transports. Et la société des transports en commun, la CGFTE, qui réalise des profits dans des domaines fort variés, n'est guère de nature à répo[illegible] aux besoins des travailleurs nancéiens.

A travers la question des transports, les projets d'aménagement, là encore c'est aussi toute la question de la conception de la ville qui est passée.



Le réseau urbain est aberrant du point de vue des besoins des travailleurs.

Pas de bus circulaires, «pas rentable !», dit la CGFTE. Alors pour aller de Vandœuvre à Laxou, (2 km à vol d'oiseau), il faut prendre 2 bus et passer par le centre-ville, soit 10 km et 3/4 d'heure à 1 heure de trajet !

Les conditions de transport sont mauvaises. Les bus sont lents : *«En été, parfois, je descend à pied à mon travail, je vais aussi vite que si je prenais le bus»*, nous dit une femme de ménage du Haut du Lièvre, un quartier HLM à la périphérie de Nancy.

La rue du Chan oine Jacob : une rue qui risque d'être vite saturée, avec le projet URATEC...

«A 6 heures du soir, on est toujours très entassés, car les bus ne sont pas assez nombreux».

Les horaires ne sont pas faits pour les travailleurs. Le premier bus est à 6 h 30. Certains qui travaillent en poste sont obligés de descendre à pied à leur travail, car il n'y a pas de bus à 4 heures du matin.

«IL FAUDRAIT FAIRE DES ENQUÊTES DANS LES USINES»

La CGFTE veut fermer la ligne 14, Nancy-Neuves-Maisons, avec toutes les autres lignes suburbaines, sous prétexte que ce n'est pas «rentable». Officiellement, on annonce 5,35% de déficit sur l'ensemble des lignes suburbaines.

La situation des milliers de travailleurs qui empruntent chaque jour ces lignes, les employés du commerce, et aussi les élèves de CET et de lycée, ne préoccupe guère la compagnie des transports. Il n'y a aucun bus scolaire, ni aucun aménagement pour les mères de famille, les personnes âgées.

«Non rentables ? Pourtant c'est toujours plein !» disent les usagers de ces lignes. *«Aux heures de pointe, il faut s'entasser, debout»*. Et les horaires sont fort mal conçus. *«Sur la ligne de Chaligny, nous on n'est pas gâté. Dans l'après-midi, on a 1 h 10 et 5 heures. Entre les deux, il n'y a rien. Et le bus arrête au bas de la côte, alors les personnes qui viennent de Nancy, et qui habitent en haut du village, doivent remonter à pied. Or, il suffirait de 10 minutes de plus pour faire le tour avec le bus».*

Les trajets sont longs. Il faut compter fréquemment une demi-heure à 3/4 d'heure pour parcourir 10 kilomètres. Et à condition de passer au centre de Nancy. *«Je vais de temps en temps chez le médecin à Laxou, je prends le 14 et ensuite le 3, il me faut une matinée. Je pars à 9 h 45 pour arriver vers 13 ou 14 heures»...* pour faire 10 kilomètres à vol d'oiseau.

Et dans de mauvaises conditions. *«Sur cette ligne-là, on nous met les plus vieux bus. Et encore, quand on est transporté, car ils tombent en panne...»* Et la nuit il n'y a pas de bus. *«Il faut prendre le taxi. Cela nous est arrivé plusieurs fois ces derniers temps»* disent deux sidérurgistes des deux aciéries toutes proches. *«Il faut compter 3/4 d'heure pour aller à Nancy ; tous les jours c'est comme ça. Après une journée de travail, c'est très fatigant».* Et pour les postés ? *«Il y a des bus qui amènent ceux qui viennent de la campagne. Ceux d'Haroué, ils partent à 2 h 40 pour prendre à 4 heures. Il y a en a qui doivent prendre la mobylette pour aller de chez eux jusqu'au point de ramassage. A Nancy, il n'y a pas de bus pour les postés. Alors les gens viennent en mobylette, ou ils viennent en voiture en s'arrangeant avec des copains».*

Si les transports étaient au service des travailleurs, *«il faudrait modifier les horaires. Il faudrait faire des enquêtes dans les usines pour recenser les besoins des gens. Mais actuellement pourvu que la production se fasse : la production à l'usine et la production pour leurs profits à eux».* Lorsqu'on discute de la situation dans la sidérurgie, le lien est vite fait avec les transports. Par exemple pour les travailleurs de Neuves-Maisons, la restructuration capitaliste de la sidérurgie et les transports en commun de la CGFTE, c'est la même logique.

PROJET URATEC : À COUPS DE MILLIARDS ET DE QUARTIERS RASÉS

La bourgeoisie nancéienne prétend apporter une réponse au problème du transit par le centre de Nancy, par la construction notamment d'un boulevard circulaire. C'est le plan URATEC, du nom du bureau d'études parisien dans le secret duquel il a été mis au point. Le boulevard permettrait de contourner le centre de Nancy et de relier les zones périphériques entre elles mais, comment seraient assurés les raccordements avec les zones concernées et quelles seront les conséquences sur les quartiers de Nancy correspondant au tracé prévu du boulevard ? Le problème se pose notamment pour le quartier des Trois-Maisons, un de ces quartiers de Nancy-ville qui a gardé un caractère populaire, un «village» comme on l'appelle parfois. C'est le quartier que l'ancien maire, Martin, se proposait de bouleverser au profit du nouveau boulevard. Le plan URATEC se réservait en fait plusieurs possibilités : soit «la création d'une nouvelle voie» par la démolition de quartiers à coups de bulldozers, soit faire passer le trafic entre zones périphériques dans les petites rues du faubourg des Trois-Maisons, rendant rapidement invivable ce quartier. Ceci, ajouté aux diverses nuisances (bruit, etc.), ne peut que contraindre les habitants concernés à se déporter. Le coût de l'opération sera lourd : au moins 30 milliards d'anciens francs, selon les prévisions toujours minorées, dont plus de la moitié prise en charge par le district, et donc supportée par les impôts locaux qui grèvent le budget des travailleurs.

Le projet URATEC avait été adopté en octobre dernier par le conseil de district urbain, entraînant de vives réactions, notamment aux Trois-Maisons. Depuis, Martin, «majorité sans étiquette» soutenu par le RPR, a été remplacé par Coulais, RI, à la tête de la municipalité. Le projet sera-t-il modifié ? Quelles conséquences vont se préciser pour les travailleurs ? Nous y reviendrons prochainement.

LES CONDITIONS DE TRAVAIL DES CHAUFFEURS

La fatigue, l'énervement des usagers se reportent parfois contre les chauffeurs de bus. Parfois des altercations ont lieu. Pourtant la situation des chauffeurs n'est pas reluisante non plus.

Pour les chauffeurs, les journées de travail font 13 heures d'amplitude, de 6 heures du matin à 7 heures du soir. Il y a les heures creuses. Mais les temps de repos sont trop courts pour rentrer chez soi. Alors, c'est une longue journée passée au dépôt.

Les horaires ne sont pas connus à l'avance. Les chauffeurs titulaires changent d'horaire toutes les semaines, mais les chauffeurs volants changent tous les jours !Et seulement, deux dimanches de repos sur 4. Depuis quelques années, déjà, il n'y a plus de receveurs. Même si le poinçonnage est maintenant automatique pour les abonnés, beaucoup prennent leur ticket auprès du chauffeur, d'où fatigue supplémentaire.

Pour la CGFTE, l'augmentation de ses profits passe par la diminution des employés. Les départs en retraite n'ont pas été remplacés. Une autre façon d'augmenter les profits, dangereuse pour les travailleurs transportés : l'entretien des bus est réduit au minimum.

Selon le syndicat CGT, c'est 50 personnes qu'il faudrait embaucher pour réaliser un entretien complet. Mais les bus sont réparés juste pour rouler. Mépris des besoins des travailleurs transportés, mépris des travailleurs qui transportent : c'est toute une logique que l'unité populaire doit briser.

CGFTE : DES TRANSPORTS AU CINÉMA, DE NANCY À L'AFRIQUE NOIRE...

Le réseau de transports à Nancy est aux mains de la CGFTE (Compagnie Générale Française de Transports et d'Entreprises).

Cette société gère aussi les réseaux de Bordeaux et du Havre. Mais le rapport de son dernier Conseil d'Administration nous apprend que les transports ne sont pour elle qu'un moyen parmi d'autres de réaliser du profit. 25 % de participation à la Société Nouvelle Pathé Cinéma, 10 % à la Compagnie de l'Ouest, 13 % à la SETIMEG (Société d'Etudes de Travaux Immobiliers et de Gestion),... en tout 15 participants allant des sociétés immobilières, aux restaurants en passant par le cinéma... et les transports.

Une bonne partie du profit de la CGFTE se faisait et se fait encore à travers des sociétés ayant un fort parfum colonial ou néo-colonial ; il y avait la Société des transports en commun de la région de Hanoï, l'Energie Électrique de la ville de Bizerte..., il y a la SETIMEG, société ayant *«un rôle de gestion de programmes immobiliers et une implantation qui parait réussie en Afrique Noire, et qui permet d'obtenir une rentabilité convenable»* comme le dit sans fard ce même rapport du Conseil d'administration de la CGFTE.

Le Conseil d'administration, où nombre de parasites exerçant ainsi leurs talents d'exploiteurs dans l'immobilier les mines, l'hôtellerie, le cinéma, est un «bon» groupe capitaliste, dont les actionnaires se préoccupent plus de toucher les dividendes que des besoins en transports des travailleurs.

Une affaire qui marche : les profits étaient en 1976 en hausse de 48 % par rapport à 1975.

UN MÉCANISME BIEN HUILÉ

A Nancy, il y a 2 types de réseaux :

- Le réseau urbain, en contrat avec le district urbain ; ce sont les lignes sur Nancy et sa proche banlieue.
- Le réseau suburbain, en contrat avec le Conseil Général ; ce sont lignes entre Nancy et la lointaine banlieue.

Les financements sont différents :

• **pour le réseau urbain**, le district paie à la Compagnie le «déficit» d'exploitation. Mais de toute façon, quelque soit le résultat de l'exploitation, déficit ou pas, la CGFTE prélève 1 % des recettes.

Un exemple : l'expérience de la ligne 1. L'expérience consiste à assurer une desserte régulière : un bus toutes les 6 minutes. Le district a payé les véhicules neufs achetés pour pouvoir réaliser l'opération.

Résultat : le trafic a augmenté de 20 %, autant de profits supplémentaires pour la CGFTE sur des investissements qu'elle a fait assumer par l'argent du district, donc l'argent des travailleurs, puisqu'une partie de l'argent du district provient des impôts locaux. Selon l'«Est Républicain» il faut *«mesurer à sa juste valeur l'effort exceptionnel consenti par le district, effort qui le place en tête des agglomérations françaises dans le domaine des transports en commun» !*

• **sur le réseau suburbain**, l'exploitation se fait aux risques et périls de la Compagnie. Alors, pour la CGFTE les lignes suburbaines ne sont pas rentables ; qu'importe si la fermeture de ces lignes gênera les travailleurs de villes ouvrières comme Dombasle, Neuves-Maisons ou Pompey. (6 à 7 000 chaque jour)

Seule, une mobilisation populaire a pu jusqu'à présent empêcher la fermeture de la ligne 12 (Nancy-Dombasle).

Elise ou la vraie vie

Claire Etcherelli

Collection «Lettres Nouvelles»
copyright Édition Denoël

17e épisode

Le physique de mon frère le fascinait : cette belle figure creuse sortie des archives de la Révolution d'Octobre ou de l'album des anarchistes héroïques, il la lui enviait, et il en voulait d'autant plus à Lucien de n'être pas tout entier tendu vers le but, la lutte. Lucien l'était, mais par intermittences. Nous étions nés dans la gêne, les difficultés avaient grandi enlacées à nous comme des lierres étouffants dont nous ne pouvions, seuls, nous défaire. Lucien les supportait avec rage, mais s'était créé, pour survivre, des refuges imprenables : une certaine paresse, la quête de l'amour extraordinaire.

Je devenais la spectatrice insensible des souffrances de Marie-Louise. Elle n'était pas si sotte qu'elle ne le comprît; elle affecta, dès lors, avec moi, un air satisfait et tranquille. La seule honnêteté de mon frère consistait à prévenir qu'il ne rentrerait pas. Cela arrivait deux ou même trois fois par semaine. Les autres soirs, il revenait tard et trouvait Marie-Louise debout. Ils parlaient à voix basse, mais j'avais eu soin, auparavant, de ne pas fermer tout à fait la porte de notre chambre. J'entendais assez bien. Marie-Louise le couvrait de caresses gémissantes. Il prenait sans doute son air grave et distant ; alors elle faisait l'effort de parler de ce qui allumerait son intérêt.

— Et la guerre? C'est fini?

— Quoi, la guerre... Lis les journaux, tu en sauras autant que moi.

Mais il se lançait tout de même dans une longue dissertation dont je profitais aussi, car sa voix montait et je devinais jusqu'à ses gestes. L'héroïque Marie-Louise écoutait sans ciller, elle qui se lèverait à six heures et resterait jusqu'au soir rivée à sa machine. Elle avait épousé un « étudiant », elle le payait cher. Le plus douloureux pour elle était de ne pouvoir se plaindre dans sa société de femmes qui se racontaient tout. On l'avait, à un certain moment, enviée. Déjà elle était moins aimée de ses camarades. Elle avait le langage, les expressions de Lucien. « Elle est devenue bêcheuse, crâneuse », disait-on d'elle à l'usine.

Nous suivions, comme on suit un sauvetage, le pari qu'avait fait un homme de signer la paix en Indochine. Marie-Louise aussi, prise dans cette ambiance fiévreuse que créaient Henri et mon frère, oubliait généreusement ses chagrins et partageait notre impatience.

Le 14 Juillet, Lucien me demanda de l'argent. Cela n'était jamais arrivé. Je lui en donnai un peu, sans le questionner. J'appris que Marie-Louise avait fait la même demande à la grand-mère.

— Je lui ai dit, adressez-vous à Elise, c'est elle qui tient les comptes.

Elle n'avait pas osé m'en parler. Je n'aurais pu la contenter.

Dans l'obscurité de notre chambre, la grand-mère un soir me confia :

— Lucien, tu sais où il passe ses nuits, où il passe ses journées? Pas avec Henri. Bête que tu es, tu crois tout dès que ton frère parle. Tu l'as gâté, tu l'as toujours soutenu. Et cet Henri aussi est complice. Et Marie-Louise, si elle savait, mon Dieu...

Elle pleura un peu et reprit :

— Il va nous attirer des histoires. Marie-Louise, son père, ses frères, sa mère qui est si méchante...

(à suivre)

DANS NOTRE COURRIER

COMMUNIQUÉ

POURQUOI LES SUICIDES DE JEUNES

Patrick K., 17 ans, interne au Lycée Technique de Béthune s'est suicidé dans la nuit du 19 au 20 avril, en se jetant du 3e étage de l'internat. (...)

On a retrouvé dans ses affaires des prospectus de la secte Raélienne.

Il participait aussi aux activités du Club d'occultisme du foyer socio-éducatif, assurées par des élèves, avec l'accord de l'administration.

Nous nous associons à la douleur de la famille, de ses amis, de ses camarades.

Mais nous refusons d'être complice du silence qui, au nom du respect, entoure cet évènement tragique, car il laisse chacun devant la peur ou la culpabilisation individuelle.

Nous ne pouvons pas isoler ce geste d'autres suicides similaires récents : à St-Lunaire (Ille et Vilaine), près de St-Malo, un jeune de 20 ans, adepte de la secte Moon, se suicide par le feu ; suicide d'un lycéen de 17 ans à Limoges ; tentatives de suicide d'une jeune femme de 20 ans et d'un handicapé d'une trentaine d'années, tous deux au chômage.

Nous savons aussi qu'une des premières causes de mortalité chez les jeunes est le suicide.

Il s'agit là d'un phénomène social qui, par delà les motivations individuelles de chacun a des causes objectives que nous devons dénoncer.

Le jeune, à la recherche d'une identité et d'un rôle à jouer, ne trouve plus dans notre société en crise qu'un avenir de chômage et d'exploitation. Le mythe de l'école libératrice d'après lequel il suffisait de travailler pour se faire une place dans la société s'est effondré devant la réalité de la crise. Perçu plus ou moins confusément, cet avenir est la racine d'une inquiétude qui, devant le mensonge et l'hypocrisie de tous les discours officiels peut se transformer en dépit.

Face à ces problèmes, dès le lycée, le jeune fait l'apprentissage de l'indifférence et de l'isolement, malgré les efforts de chacun pour le briser car il est inscrit dans la structure scolaire même. Le lycée technique de Béthune n'a rien de particulier : ici, comme ailleurs, les jeunes sont laissés à leur solitude collective et les rapports avec les adultes sont soit inexistants soit des rapports d'autorité.

Nous accusons les sectes pseudo-religieuses comme Moon de profiter scandaleusement du désarroi des jeunes pour les attirer dans leurs rangs. Ces charlatans, qui eux, vivent bien sur terre, tentent de couvrir leur idéologie fasciste et leurs actes de profiteurs par des discours sur l'au-delà, la réincarnation et autres sornettes exotiques. (...)

Nous accusons le pouvoir libéral giscardien qui ne manque pas de réprimer ce qui le met en danger (grèves, occupations d'usines comme Bénoto à Béthune, etc...) de tolérer sinon même d'encourager la prolifération de tels manipulateurs ; ils ont pignon sur rue et bénéficient d'une publicité tapageuse à la radio, la TV même si celles-ci prétentent être critiques à leur égard.

Cette publicité n'est qu'une petite partie de la campagne faite par la presse, la TV et la radio, sur toutes les formes d'occultisme et de mysticisme depuis les formes les plus grossières de l'horoscope de Madame Soleil et les autres jusqu'aux pseudo-médecins philippins en passant par les émissions de sensations sur les phénomènes OVNIS qui sont d'autant plus dangereuses qu'elles sont souvent cautionnées par quelque faux homme de science en mal de publicité.

Ce retour en force de l'obscurantisme n'est que le signe de faiblesse d'une société en crise qui a de plus en plus de mal à se maintenir et à faire croire à ses valeurs.

Nous dénonçons l'orientation idéologique de l'enseignement qui contribue à faire perdre aux jeunes le sens du réel et le sens de l'histoire : ce qui peut les entraîner à se réfugier dans la métaphysique et l'obscurantisme.

Notre monde et notre société ne peuvent à bon droit satisfaire les aspirations des jeunes. Peut-on les changer ? Sont-ils éternels ? L'enseignement de l'histoire est réduit à la portion congrue ou ramené à une suite d'évènements sans lieu : les jeunes ne pouvant plus situer notre société par rapport à son passé ne peuvent donc plus penser son avenir. Ils risquent alors de se réfugier dans l'au-delà...

De même le divorce entre la théorie et la pratique dans l'enseignement, soit sous la forme d'apprentissage de recettes ou de gestes mécaniques au CET soit sous la forme d'une théorie abstraite qui semble être indépendante de la réalité, fait perdre aux jeunes le sens du concret.

Cette dénonciation s'inscrit dans l'ensemble de notre pratique syndicale contre la sélection, la répression et le pessimisme engendré par l'école et la société capitaliste. Elle fait partie de notre combat souvent difficile mais toujours conduit avec confiance pour une société socialiste où les hommes et en particulier les jeunes maîtriseront leurs vies tout en façonnant ensemble un monde répondant à leurs aspirations.

Section SGEN-CFDT
Lycée Technique d'État
de Béthune (Pas de Calais)

Communiqué transmis à divers quotidiens et hebdomadaires régionaux et nationaux.

COMMUNIQUÉ

Le numéro 2 de notre revue syndicaliste révolutionnaire **«Brisons nos chaînes»** vient de paraître. Ce Bulletin d'Opposition Syndicale Révolutionnaire se veut une aide à la réflexion, et donc à l'action, dans nos syndicats CGT et CFDT. C'est pourquoi il s'attache régulièrement à tirer le bilan de la pratique syndicale de lutte de classes, retraçant les efforts et les leçons tirés par ceux qui dans nos syndicats refusent la main-mise et les objectifs des partis du programme commun.

La rédaction de «B.N.C.»

NOUS NE LAISSERONS PAS BRADER NOS LUTTES

Communiqué

L'Union des Étudiants Éthiopiens en France, organise un rassemblement devant l'ambassade d'Éthiopie à Paris le mercredi 25 mai à partir de 16 heures. Ce rassemblement est destiné à protéger énergiquement contre :

- le règne de terreur imposé par le régime fasciste du Colonel Menguistou dans le pays
- les exécutions sommaires et les massacres de militants révolutionnaires membres ou sympathisants du Parti Révolutionnaire du Peuple Éthiopien, des démocrates, etc.
- la 2e marche criminelle contre le peuple Erythréen
- la complicité des USA et de l'URSS avec les fascistes Menguistou et Hailé Fida
- la fourniture d'armes soviétiques au régime bestial

Union des Étudiants Éthiopiens en France
(Mbre de la Fédération Mondiale
des Étudiants Éthiopiens - FMEE)

Lieu du rassemblement :

35 Avenue CHARLES FLOQUET
PARIS 7e
M° MOTTE PIQUET

LE COMITÉ 13e DE
L'ASSOCIATION DES AMITIÉS FRANCO-CHINOISES
présente le film chinois **«RUPTURE»,**
la révolution dans l'enseignement en Chine
Mercredi 25 mai à 20 h 30
185, rue du Chateau des Rentiers
(M° Place d'Italie) - Entrée libre

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N° 7713 J
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

La Commune au jour le jour

Par Paule SACONNET

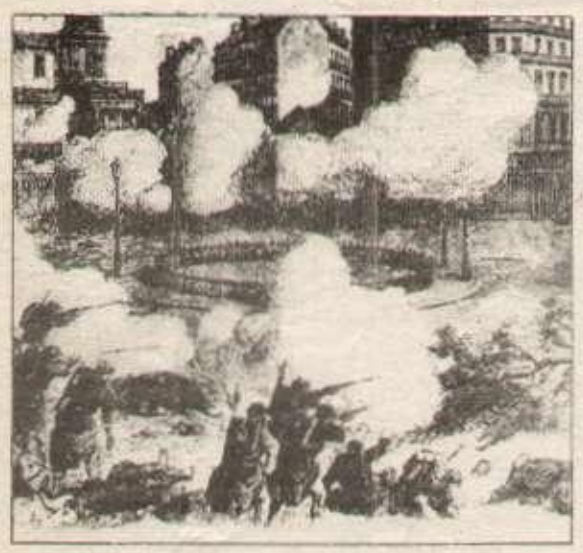
Mercredi 24 mai 1871

Le bilan est grave en ce matin du 24 mai : Montmartre est pris, le bas de la butte aussi malgré la résistance héroïque, place Blanche, d'un bataillon de femmes que commandait Nathalie Lemel.

La résistance de la rive droite est grandement entamée. Quant à Dombrowsky, il a été mortellement blessé à la barricade de la rue Myrrha, et a succombé quelques heures plus tard à l'hopital de Lariboisière.

La résistance se concentre de plus en plus dans les quartiers populaires du Nord Est de Paris c'est de ce côté, dans le XIe arrondissement que fut imprimé le dernier journal communard. C'était le 4e numéro du «Prolétaire», bulletin publié par le «club des prolétaires» (qui avait son siège, comme nous l'avons vu, dans l'église Saint Ambroise).

Ce dernier numéro, rédigé en plein combat pourtant, reflète bien l'espoir ancré au cœur des barricadiers, espoir de ne pas lutter pour rien, mais pour un avenir de justice, d'égalité : «La guerre juste que nous faisons doit porter au-delà des mers, dans les plis de son drapeau rouge, l'affranchissement et l'union des peuples».



On se bat au quartier Latin

L'Hotel de Ville évacué, Delescluze et les services de la Commune s'installent rive droite, à la mairie du XIe, place Voltaire, ainsi que le Comité de Salut public et le Comité Central de la Garde Nationale. Les troupes fédérées elles mêmes, après une dure résistance au quartier Latin et autour du Luxembourg, passent la Seine au Pont d'Austerlitz et se replient vers le XIe arrondissement.

Jeudi 25 mai 1871

Les troupes de Mac Mahon, poursuivent leur offensive sur la rive droite, en direction de la Butte-aux-cailles, de la Bastille, du Chateau d'eau (actuellement place de la République). Mais partout ils rencontrent une résistance héroïque.

«Dans cette bataille des rues, précise Lissagaray, les enfants se montrèrent, comme en rase campagne, aussi grands que les hommes. A une barricade du faubourg du Temple, le plus enragé tireur est un enfant. La barricade prise, tous ses défenseurs sont collés au mur. L'enfant demande trois minutes de répit : «Sa mère demeure en face ; qu'il puisse lui porter sa montre d'argent, afin qu'au moins elle ne perde pas tout». L'officier, involontairement ému, le laisse partir, croyant bien ne plus le revoir. Trois minutes après, un «me voilà !». C'est l'enfant qui saute sur le trottoir, et, lestement, s'adosse au mur près des cadavres de ses camarades fusillés».

C'est que ces «enfants» communards étaient en réalité de petits ouvriers qui, dans le bagne du travail depuis 6-8 ans, avaient une colère de classe comme leurs aînés.

La bataille fait rage dans le secteur du Chateau d'eau : «Cyclone d'obus et de balles», maisons en feu, arbres déchiquetés, jardins retournés. C'est le cœur de l'affrontement. Morts et blessés tombent sur les barricades.

Delescluze déjà malade, épuisé par tous ces jours sans repos, sans doute désespéré de ne pouvoir redresser une situation dont il était responsable comme délégué à la guerre «dans son vêtement ordinaire, écharpe rouge à la ceinture, franchit la barricade d'un pas tranquille comme les anciens montagnards allaient à l'échafaud» et tombe foudroyé sous les balles versaillaises, place du Chateau d'eau.

Livre conseillé : Eugène Pottier, ouvrier, poète, communard, auteur de l'Internationale (Maspéro, 1966)

Programme télé

MERCREDI 25 MAI

TF 1

13 h 35 - Les visiteurs du mercredi.
17 h 55 - L'atome
18 h 00 - A la bonne heure
18 h 35 - Gédéon
18 h 40 - L'île aux enfants
19 h 00 - Bonsoir chef
19 h20 - Actualités régionales
19 h 45 - Eh bien... raconte !
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - Où vont les poissons rouge ?
22 h 00 - La réforme de l'éducation nationale
23 h 30 - JOURNAL ET FIN DES ÉMISSIONS

A 2

14 h 00 - Aujourd'hui madame
15 h 05 - Flipper le dauphin.
15 h 30 - Ma sorcière bien aimée
15 h 55 - Un sur cinq
18 h 35 - Astronut
18 h 45 - Flash information
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 45 - La tirelire
20 h 00 - JOURNAL
20 h 15 - Football (Eurovision)
22 h 05 - Capitaines et rois (7)
23 h 00 - JOURNAL ET FIN DES ÉMISSIONS

FR 3

18 h 45 - Feu rouge, feu vert
19 h 05 -Une façon de vivre
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - JOURNAL
20 h 00 - Les jeux de 20 heures
20 h 30 - Liza. *Film italien*
22 h 00 - JOURNAL ET FIN DES ÉMISSIONS

Donnez au Quotidien
Les armes de son combat
Souscrivez pour les 10 millions

PASSEZ VOS COMMANDES (8 F + 2 F frais de port)

A PROPOS DU LIVRE «DEUXIÈME RETOUR DE CHINE»

«LA CHINE EN QUESTION?»

DES TEMOINS REPONDENT

Mme Boyer a vécu plus de 15 ans en Chine. Elle y a travaillé, fait ses études, et partagé la vie de la population.

Mme Boyer : j'ai lui ce livre. Je trouve qu'il ne donne pas une image juste de la Chine populaire. Il y a une chose que je ne comprends pas : qu'est-ce que les auteurs appellent socialisme ? Qu'est-ce qu'ils appellent fascisme ? Les auteurs critiquent, mais ils sont incapables de donner là-dessus une réponse claire. Pour ma part, j'ai une certaine expérience de la vie quotidienne en Chine populaire et je peux apporter un témoignage personnel

Quotidien du Peuple : L'organisation du logement apparait, dans le livre, comme un immense système de surveillance des travailleurs. Quelle est votre expérience à ce sujet ?

— Il faut distinguer les choses. Il existe des foyers d'entreprise. Souvent, ils ne sont pas situés d'ailleurs dans l'enceinte de l'entreprise, ni même dans son environnement immédiat. Qui y loge ? Avant tout des jeunes ouvriers et de jeunes ouvrières, encore célibataires, en général ceux qui n'ont pas la possibilité de loger dans leur famille. Tout le reste des travailleurs habitent dans des logements, où se retrouvent des ouvriers d'usines différentes. Souvent, dans les grandes villes, ils prennent le car pour se rendre à leur travail. J'avais comme amis plusieurs travailleurs chinois. Je n'ai jamais rencontré en allant leur rendre visite, les obstacles que prétend le livre : gardien, papiers à présenter, dire les raisons de sa visite, etc... C'est absurde. Peut-être existe-t-il quelques rares usines où le contrôle est strict, pour préserver des secrets importants.

En fait, les auteurs transposent à toute la Chine un certain nombre de précautions élémentaires qui sont prises concernant les experts vivant dans la cité des étrangers.

— Le livre présente le contrôle des naissances comme un système très pesant de contrainte. Qu'en penses-tu ?

— En fait, il s'agit d'un vaste travail d'explications et de persuasion sur la nécessité, au plan du pays, de limiter le taux de croissance démographique. C'est une politique d'ensemble qui est discutée et elle peut être comprise, je crois, très largement par les travailleurs. Il n'y 'a d'ailleurs aucune sanction en chantage en ce domaine.

Les auteurs d'autre part, font croire que l'information sur les moyens anticonceptionnels et leur usage seraient interdits aux célibataires. Ce que les auteurs ignorent délibérement, c'est que l'attitude vis à vis de la sexualité, du mariage est très différente en Chine de ce qui peut exister en Europe. On ne peut nier une certaine persistance en ce domaine, de la morale confucéenne, critiquée depuis des années, mais qui n'a pas disparu.

Il n'y a aucune interdiction légale. Mais c'est vrai, beaucoup de jeunes filles par exemple n'oseraient pas tout simplement se procurer des moyens anticonceptionnels.

Mais il y a un autre aspect des choses, plus important sans doute : la plupart des jeunes grandissent dans un contexte tel qu'ils considèrent comme prioritaires de s'éduquer, d'apprendre à participer activement à la vie sociale, de prendre leur place consciemment dans la collectivité avant d'engager une vie de couple.

— As-tu toi-même participé à un de ces procès publics, que le livre présente comme un rite expiatoire, obscurantiste ?

— Oui, dans le cours de la Révolution Culturelle (j'étais alors lycéenne) j'ai participé à des procès publics de ce type. Mais les auteurs les décrivent de façon tout à fait déformée, avec un point de vue bourgeoise. D'une part, nous avions pu auparavant étudier les dossiers de l'accusé, les témoignages, les relations des faits, et en discuter. D'autre part, l'accusé n'est pas resté muet, il s'expliquait, de même que témoins et plaignants. Et surtout, il n'existait pas à son égard, de mentalité de haine, de vengeance contre l'individu. Le procès avait un but d'éducation sur les conceptions, et la logique qui mènent à des comportements réactionnaires, comme le viol par exemple. En Chine, le viol est considéré comme un délit très grave. Notre but, c'était d'aider le coupable collectivement, à transformer ses conceptions et aussi à fortifier les notres. Mais il ne s'agissait pas de rejeter au ban de la société une brebis galeuse. Nous n'avions pas à décider de la sanction : le jugement que nous portions, nous et d'autres assemblées de ce type, servait d'élément pour élaborer la sentence du tribunal.

— Le choix d'une profession est-il imposé aux jeunes, sans qu'on leur demande leur avis, à la sortie de l'école ?

— Il y a eu de fait de tels abus, essentiellement en 1970 - 71, au moment où l'influence néfaste de Lin Piao et de ses conceptions ont été les plus pesantes.

Depuis, les choses ont beaucoup changé. Ce n'est pas la direction de l'école qui décide autoritairement des affectations de travail. Il y a discussions, longtemps à l'avance, avec les jeunes, leur famille, pour trouver une solution qui harmonise au mieux les capacités du jeune, ses désirs, les vœux de sa famille, et les exigences d'ensemble de l'édification socialiste.

Il est évident que le choix d'une profession n'est pas envisagé comme une affaire strictement individuelle, la question de trouver à se placer au mieux sur un marché du travail, c'est un choix aussi conscient que possible et qui prend en compte les besoins de la société dans son ensemble.

Le médecin aux pieds nus fait de la prévention parmi les paysans de la commune populaire de Hounyton Kong dans le Houpei

A présent, le départ des jeunes instruits vers les zones rurales éloignées à mettre en valeur se fait sur la base du volontariat. C'est un acte politique, qui dépend de la maturité politique des jeunes.

Je voudrais donner un exemple : une amie à moi, jeune ouvrière, d'avant garde, déjà expérimentée, avait été sollicitée pour engager des études de médecine. Ceci dans le cadre de la politique d'ensemble pour que le travail médical soit progressivement pris en main par des médecins issus de la classe ouvrière et du peuple. La première année, elle ne réussit pas bien ses études. Le Parti examina pourquoi, les raisons de son blocage. Elle s'aperçut alors qu'elle avait conservé l'idée qu'il valait mieux pour elle rester travailler à son usine comme simple ouvrière. Quand elle acquit la conviction que ses études étaient nécessaires, précisément pour servir les ouvriers, alors elle poursuivit, avec succès, ses études. Peut-on parler, à ce propos, de contrainte ? Je crois que c'est tout à fait le contraire.

D'ailleurs, le livre s'appuie souvent sur des phénomènes négatifs apparus en 1970-1971 avec l'influence de la ligne de Lin Piao pour les étendre abusivement à l'époque actuelle et à toute la Chine.

«Le choix d'une profession est-il imposé aux jeunes ?»

— Dans l'ensemble, qu'est-ce qui te parait le plus important à souligner à propos de ce livre ?

— Au fond, ce livre n'est pas nouveau. Il s'en fabrique tous les jours dans le monde, des livres de ce genre. Il suffit d'isoler quelques faits, d'en rajouter, de les interpréter avec mauvaise foi et de prétendre ainsi dresser un tableau de la Chine populaire.

Mais la Chine, ce n'est pas cela. C'est une réalité immense, une société socialiste en marche, qui se développe constamment dans la lutte, la lutte des réalités nouvelles, socialistes, contre la persistance négative du passé ou les tendances à retourner en arrière. Si on ne voit pas cette lutte qui est le moteur de la société chinoise depuis près de trente ans, alors on s'interdit de comprendre quoi que ce soit.

Isoler des aspects partiels, ne voir que du négatif, c'est s'enfermer dans un point de vue bourgeois. La poursuite de la révolution en Chine, en particulier la Révolution Culturelle ont montré toute l'ampleur de la bataille menée contre la subsistance du passé, contre les dangers de retour en arrière. Et cette grande bataille, n'est pas finie.

Le socialisme, ce n'est pas simple. Ce n'est pas encore le communisme. La lutte des classes continue. Et il y aura d'autres révolutions, comme la Révolution Culturelle. C'est nécessaire pour le développement du socialisme. Le négatif, les côtés sombres existent, mais le but de la lutte des classes, c'est de les combattre et de les éliminer.

RECTIFICATIF

Dans notre série : «La Chine en question ? : Des témoins répondent», le numéro de samedi du Quotidien contenait quelques coquilles.

Dans la deuxième colonne, il était écrit : *«Il y a une certaine stagnation des rémunérations depuis la Révolution Culturelle... C'était même là un sujet de détails assez sérieux...»* Il fallait lire « *Un sujet de* **débats** *assez sérieux*».

De même dans la troisième colonne, il fallait lire *«Les auteurs ont plutôt exprimé, dans leur livre, le rejet d'un système politique qu'ils avaient approuvé, tant qu'il* **s'agissait** *de contacts en paroles»...* ainsi que *«Les considérations qui* **font** *suite...»*

Nous adressons à nos lecteurs et à Alain Bouc, nos excuses pour ces erreurs.